

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1359

27 mai 2014

SOMMAIRE

AI Global Investments S.à r.l.	65192	PLF 1	65187
Angela & Antoine S.à r.l.	65190	Polaris Lux SA	65186
Artison S.à r.l.	65196	Professional Business Solutions S.A.	65187
Asteck S.A.	65190	QD Europe S.à r.l.	65187
Autocars Sales-Lentz S.A.	65188	QSPIN Luxembourg Sàrl	65187
Aviva Investors Luxembourg	65201	Reflex'it S.A.	65187
BlueBay High Yield Institutional Credit Select Investments (Luxembourg) S.A.	65202	Reform Capital Loan Recovery Management	65188
Bonacapital Family Office S.A.	65205	Roccia S.A., SPF	65188
Brookfield Infrastructure Partners PD Ports Capital Management 1 S.à r.l.	65189	Roccia S.A., SPF	65189
CCP III Downtown GmbH	65219	Russel and Thomson Finance and Investments S.A.	65188
Chesapeake Investments Company S.à.r.l.	65211	Russel and Thomson Finance and Investments S.A.	65188
Coogee S.à r.l.	65201	Sakral S.A.	65189
Cyan Oak Holding	65231	Sakral S.A.	65189
Dino Luxembourg S.à r.l.	65191	S.J.C. Immo Lux S.A.	65189
DST Europe EC 2 S.à r.l.	65191	SKMCom Four S.à.r.l.	65192
DST Europe EC 3 S.à r.l.	65191	SKMCom Holdings S.à.r.l.	65201
DST Europe EC 6 S.à r.l.	65191	SKMCom One S.à.r.l.	65202
E.P. Europublicité	65191	SKMCom Three S.à.r.l.	65232
Esther Twelve S.à r.l.	65186	Skóra A.G.	65192
Gracewell Properties (Horley) S.à r.l.	65190	Sogetoil S.A.	65232
GREI, General Real Estate Investments S.A.	65186	Surali S.A.	65232
IVG Luxembourg S.à r.l.	65232	Tecdes Lux	65232
L.E.F.F. S.à r.l.	65231	Vakraly S.A.	65190
P2C Investments S.A., SPF	65187	Vencorp S.C.A. SICAR	65190
		Viper Holdings S.à r.l.	65192

Esther Twelve S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 131.884.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu à Luxembourg le 24 mars 2014 que:

Le siège social de la société a été transféré du 36 rue Gabriel Lippmann, L- 1943 Luxembourg au 3a, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec effet immédiat.

Il est en outre notifié, par les présentes que:

- L'adresse professionnelle de Mr. Owen Francis LYNCH, Gérant, est, à compter du 24 mars 2014, la suivante: 3a, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

- L'adresse professionnelle de Mr. Neil MEDLYN, Gérant, est, à compter du 24 mars 2014, la suivante: 3a, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

- L'adresse professionnelle de Mr. René DEMOULIN, Gérant, est, à compter du 24 mars 2014, la suivante: 3a, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

ESTHER TWELVE S.à R.L.

Référence de publication: 2014043290/21.

(140049768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

GREI, General Real Estate Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 90.261.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 20 mars 2014 à 10.00 heures à Luxembourg

Résolutions:

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'Administrateur de Monsieur Koen LOZIE, Monsieur Joseph WINANDY et de la société JALYNE S.A., 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, représentée par Monsieur Jacques BONNIER, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg au poste d'administrateur.

Les mandats des administrateurs viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014.

- L'Assemblée décide de renouveler la société THE CLOVER, au poste de Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014.

Extrait sincère et conforme

GREI GENERAL REAL ESTATE INVESTMENTS S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014043326/21.

(140049149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Polaris Lux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5532 Remich, 6, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 108.766.

—
EXTRAIT

Monsieur Jean-Louis Guarniero demeurant au 79, Rue de la Paix, L-3541 DUDELANGE démissionne de sa fonction de commissaire aux comptes (avec effet immédiat) dans la société POLARIS LUX S.A. immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B108766 et sise au 6, Rue Enz à -L- 5532 REMICH

Remich, le 18.03.14.

Référence de publication: 2014043534/12.

(140049906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

PLF 1, Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 163.590.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043532/9.

(140050026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Professional Business Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3367 Leudelange, 10, rue des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 73.798.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043543/9.

(140049897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

P2C Investments S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-7243 Bereldange, 62, rue du Dix Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 120.232.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043546/9.

(140049722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

QD Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2366 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 164.566.

Les comptes annuels au 31 December 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043547/9.

(140049719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

QSPIN Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3367 Leudelange, 10, rue des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 115.178.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043548/9.

(140049963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Reflex'it S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 28, Gruuss Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 131.757.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043552/9.

(140049317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Russel and Thomson Finance and Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3480 Dudelange, 24, rue Gaffelt.
R.C.S. Luxembourg B 87.201.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La société
Signature

Référence de publication: 2014043562/11.

(140049607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Russel and Thomson Finance and Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3480 Dudelange, 24, rue Gaffelt.
R.C.S. Luxembourg B 87.201.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La société
Signature

Référence de publication: 2014043563/11.

(140049608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Reform Capital Loan Recovery Management, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 144.664.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour REFORM CAPITAL LOAN RECOVERY MANAGEMENT (en liquidation)
Signatures

Référence de publication: 2014043573/11.

(140048989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Roccia S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 132.190.

Rectificatif au dépôt n° L110 209 473 effectué en date du 28 décembre 2011

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043576/11.

(140049219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Autocars Sales-Lentz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 4, rue Laangwiss.
R.C.S. Luxembourg B 7.475.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Bascharage, le 26 mars 2014.

Référence de publication: 2014043763/10.

(140050256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

Roccia S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 132.190.

—
Rectificatif au dépôt n° L110 134 437 effectué en date du 18 août 2011

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043577/11.

(140049220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

S.J.C. Immo Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4831 Rodange, 146, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 118.696.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043581/9.

(140049955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Sakral S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 105.165.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043590/9.

(140049392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Sakral S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 105.165.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043591/9.

(140049393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Brookfield Infrastructure Partners PD Ports Capital Management 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 149.388.

—
Veillez prendre note que Monsieur Douwe TERPSTRA, gérant de catégorie B et Monsieur Andrew O'SHEA, gérant de catégorie A, résident désormais professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 1^{er} mars 2014.

Luxembourg, le 26 mars 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour Brookfield Infrastructure Partners PD Ports Capital Management 1 SARL

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014043787/16.

(140050534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

Angela & Antoine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 156.794.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043756/9.

(140050627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

Asteck S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31-33, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 111.944.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043760/9.

(140050328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

Vencorp S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 108.259.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2014.

Référence de publication: 2014043661/11.

(140050021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Vakraly S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 35.849.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043653/9.

(140050033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Gracewell Properties (Horley) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 160.450.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 18 juillet 2013 que Grace Lodge Care Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. Luxembourg B 152615, a cédé les 200 parts sociales qu'elle détenait dans la Société à Gracewell Investment N°2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. Luxembourg B 159929.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2014043940/16.

(140050384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

E.P. Europublicité, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 106.410.

Il résulte d'une lettre de démission datée du 24 mars 2014 que la société à responsabilité limitée SEREN a démissionné de son mandat d'administrateur de la société anonyme E.P. EUROPUBLICITE, ayant son siège social au 75 parc d'activité L-8308 Capellen L-8308 Capellen et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B106410, avec effet immédiat.

Pour SEREN S.à r.l.

Référence de publication: 2014043876/12.

(140050071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

DST Europe EC 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 167.852.

EXTRAIT

En date du 24 mars 2014, la société a pris acte de la démission de Monsieur Patrick Houbert de son poste de gérant avec effet immédiat.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014043874/11.

(140050291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

Dino Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2230 Luxembourg, 65, rue du Fort Neipperg.
R.C.S. Luxembourg B 100.764.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043864/9.

(140050640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

DST Europe EC 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 166.484.

EXTRAIT

En date du 24 mars 2014, la société a pris acte de la démission de Monsieur Patrick Houbert de son poste de gérant avec effet immédiat.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014043870/11.

(140050295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

DST Europe EC 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 166.486.

EXTRAIT

En date du 24 mars 2014, la société a pris acte de la démission de Monsieur Patrick Houbert de son poste de gérant avec effet immédiat.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014043871/11.

(140050294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

Viper Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 163.447.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014043650/11.

(140049982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Skóra A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 56A, avenue François Clément.

R.C.S. Luxembourg B 52.794.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043604/9.

(140049790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

SKMCom Four S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 51, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 105.601.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043605/9.

(140049789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

AI Global Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 140.619.

In the year two thousand and fourteen, on the thirteenth of March.

Before Us Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, who will remain depositary of the present original deed.

Is held

an extraordinary general meeting of shareholders of "AI Global Investments S.à r.l.", (hereinafter the "Company") a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B. 140.619, incorporated pursuant to a notarial deed dated 23 July 2008, whose articles of association have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") dated 25 August 2008 (number 2055, page 98594). The articles of association have been amended for the last time pursuant to a notarial deed dated 6 January 2014 2013, not yet published in the Mémorial C.

The meeting is presided by Maître Linda HARROCH, lawyer, residing in Howald, Luxembourg, in the chair,

who appoints as secretary by Mrs. Caroline SCULTEUR, maître en droit, residing in Howald, Luxembourg, who is also elected as scrutineer by the general meeting.

I. - That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. To create a new class of shares referred to as the class 8 shares (the "Class 8 Shares").
2. To increase the Company's share capital by an amount of one million and two hundred thousand Euro (EUR 1,200,000.00) so as to raise it from its present amount of thirty-eight million six hundred and fifteen thousand Euro (EUR

38,615,000.00) up to thirty-nine million eight hundred and fifteen thousand Euro (EUR 39,815,000.00) by the issue of one hundred and twenty million (120,000,000) Class 8 Shares (referred as the “New Class 8 Shares”), each having a par value of one euro cent (EUR 0.01) and having the same rights and obligations as set out in the articles of incorporation. The total Contribution for the New Class 8 Shares will be entirely allocated to the share capital of the Company.

3. To amend article 6.1 of the Company’s articles of incorporation, as a result of the above capital increase.

4. Miscellaneous.

II.- That the shareholders represented, the proxyholder of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III.- That the entire share capital being represented at the present meeting and all the shareholders represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV.- That the present meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The shareholders’ meeting decides to create a new class of shares referred to as the class 8 shares (the “Class 8 Shares”).

Second resolution

The shareholders’ meeting decides to increase the Company’s share capital by an amount of one million and two hundred thousand Euro (EUR 1,200,000.00) so as to raise it from its present amount of thirtyeight million six hundred and fifteen thousand Euro (EUR 38,615,000.00) up to thirty-nine million eight hundred and fifteen thousand Euro (EUR 39,815,000.00) by the issue of one hundred and twenty million (120,000,000) Class 8 Shares (referred as the “New Class 8 Shares”), each having a par value of one Euro cent (EUR 0.01) and having the same rights and obligations as set out in the articles of incorporation.

The New Class 8 Shares are subscribed in cash by “Al Avocado (Luxembourg) Holding S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated today by the undersigned notary, whose registration with the Luxembourg Trade and Companies Register is pending, represented by Maître Linda HARROCH, previously named, by virtue of a proxy, given in Luxembourg on 12th March 2014, hereto annexed.

The other shareholders waive their preferential subscription rights.

The total contribution of one million and two hundred thousand Euros (EUR 1,200,000.00) is entirely allocated to the Company’s share capital.

The proof of the existence of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Third resolution

The shareholders’ meeting decides to amend article 6.1 of the Company’s articles of incorporation, as a result of the above capital increase, which shall now be read as follows:

“ **Art. 6.1.** The Company’s share capital is set at thirty-nine million eight hundred and fifteen thousand Euro (EUR 39,815,000.00) divided into one hundred and twenty-five million (125,000,000) class A shares (the “Class A Shares”), one hundred and twenty-five million (125,000,000) class B shares (the “Class B Shares”), one hundred and twenty-five million (125,000,000) class C shares (the “Class C Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class D shares (the “Class D Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class E shares (the “Class E Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class F shares (the “Class F Shares”), one hundred and twenty-five million (125,000,000) class G shares (the “Class G Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class H shares (the “Class H Shares”), one million five hundred thousand (1,500,000) class I shares (the “Class I Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class J shares (the “Class J Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class K shares (the “Class K Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class L shares (the “Class L Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class M shares (the “Class M Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class N Shares (the “Class N Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class P Shares (the “Class P Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class Q Shares (the “Class Q Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class R Shares (the “Class R Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class S Shares (the “Class S Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class T Shares (the “Class T Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class U Shares (the “Class U Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) class V Shares (the “Class V Shares”), one hundred and twenty million (120,000,000) W Shares (the “Class W Shares”), one

hundred and twenty million (120,000,000) class X shares (the "Class X Shares"), one hundred and twenty million (120,000,000) class Y shares (the "Class Y Shares"), one hundred and twenty million (120,000,000) class 1 shares (the "Class 1 Shares") one hundred and twenty million (120,000,000) class 2 shares (the "Class 2 Shares"), one hundred and twenty million (120,000,000) class 3 shares (the "Class 3 Shares") two hundred and forty million (240,000,000) class 4 shares subdivided into (i) one hundred and twenty million (120,000,000) class 4A shares and (ii) one hundred and twenty million (120,000,000) class 4B shares (together the "Class 4 Shares"), one hundred and twenty million (120,000,000) class 5 shares (the "Class 5 Shares") and two hundred and forty million (240,000,000) class 6 shares subdivided into (i) one hundred and twenty million (120,000,000) class 6A shares and (ii) one hundred and twenty million (120,000,000) class 6B shares (together the "Class 6 Shares"), one hundred and twenty million (120,000,000) class 7 shares (the "Class 7 Shares") and one hundred and twenty million (120,000,000) class 8 shares (the "Class 8 Shares") having a par value of one cent (EUR 0.01) each. The A Shares, the B Shares, the C Shares, the D Shares, the E Shares, the F Shares, the G Shares, the H Shares, the I Shares, the J Shares, the K Shares, the L Shares, the M Shares, the N Shares, the P Shares, the Q Shares, the R Shares, the S Shares, the T Shares, the U Shares, the V Shares, the W Shares, the X Shares, the Y Shares, the Class 1 Shares, the Class 2 Shares, the Class 3 Shares, the Class 4 Shares, the Class 5 Shares, the Class 6 Shares, the Class 7 Shares and the Class 8 Shares are together referred to as to the "Shares".

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to three thousand euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le treize mars.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de «AI Global Investments S.à r.l» (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.619, constituée suivant acte notarié en date du 23 juillet 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») du 25 août 2008, numéro 2055, page 98594. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 6 janvier 2014, non encore publié au Mémorial C.

L'assemblée est sous la présidence de Maître Linda HARROCH, avocat, demeurant à Howald, Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Caroline SCULTEUR, maître en droit, demeurant à Howald, Luxembourg, qui est aussi choisie comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Créer une nouvelle classe de parts sociales référencées comme étant les parts sociales de catégorie 8 (les «Parts Sociales de Catégorie 8»).

2. Augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un million deux cent mille Euros (EUR 1.200.000,00), afin de le porter de son montant actuel de trente-huit millions six cent quinze mille Euros (EUR 38.615.000,00) jusqu'à trente-neuf millions huit cent quinze mille Euros (EUR 39.815.000,00) par l'émission de cent vingt millions (120.000.000) de nouvelles Parts Sociales de Catégorie 8, ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (désignées comme les «Nouvelles Parts Sociales de Catégorie 8») et ayant les droits et obligations tels qu'indiqués par les statuts de la Société. L'apport total sera entièrement alloué au capital social de la Société.

3. Modifier l'article 6.1 des statuts de la Société, suite à l'augmentation de capital décidée ci-dessus.

4. Divers.

II. - Que les associés représentés, la mandataire des associés représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par la mandataire des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des associés représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. - Que l'intégralité du capital social étant représenté à la présente assemblée et tous les associés représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, aucune notice de convocation n'a été nécessaire.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ainsi, l'assemblée générale des associés, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée des associés décide de créer une nouvelle classe de parts sociales référencée comme étant les parts sociales de catégorie 8 (les «Parts Sociales de Catégorie 8»).

Deuxième résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un million deux cent mille Euros (EUR 1.200.000,00), afin de le porter de son montant actuel de trente-huit millions six cent quinze mille Euros (EUR 38.615.000,00) jusqu'à trente-neuf millions huit cent quinze mille Euros (EUR 39.815.000,00) par l'émission de cent vingt millions (120.000.000) de nouvelles Parts Sociales de Catégorie 8, ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune (désignées comme les «Nouvelles Parts Sociales de Catégorie 8») et ayant les droits et obligations tels qu'indiqués par les statuts de la Société.

Les Nouvelles Parts Sociales de Catégorie 8 sont souscrites par un apport en numéraire par «Al Avocado (Luxembourg) Holding S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constitué aujourd'hui par le notaire soussigné, dont l'immatriculation auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg est en cours, représentée par Maître Linda HARROCH, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 12 mars 2014, ci-annexée.

Les autres associés renoncent à leur droit de souscription préférentiel.

L'apport total d'un million deux cent mille Euros (EUR 1.200.000,00) est entièrement alloué au capital social de la Société.

Les documents justificatifs de la souscription ont été présentés au notaire soussigné.

Troisième résolution

L'assemblée des associés décide de modifier l'article 6.1 des statuts de la Société suite à l'augmentation de capital, qui sera désormais rédigé comme suit:

« **Art. 6.1.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de trente-neuf millions huit cent quinze mille Euros (EUR 39.815.000,00) divisé en cent vingt-cinq millions (125.000.000) de parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A»), cent vingt-cinq millions (125.000.000) de parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»), cent vingt-cinq millions (125.000.00) de parts sociales de catégorie C (les «Parts Sociales de Catégorie C»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie D (les «Parts Sociales de Catégorie D»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie E (les «Parts Sociales de Catégorie E»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie F (les «Parts Sociales de Catégorie F»), cent vingt-cinq millions (125.000.000) de parts sociales de catégorie G (les «Parts Sociales de Catégorie G»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie H (les «Parts Sociales de Catégorie H»), un million cinq cent mille (1.500.000) de parts sociales de catégorie I (les «Parts Sociales de Catégorie I»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie J (les «Parts Sociales de Catégorie J»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie K (les «Parts Sociales de Catégorie K») et (xii) cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie L (les «Parts Sociales de Catégorie L»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie M (les «Parts Sociales de Catégorie M»), cent vingt millions (120.000.000) de parts Sociales de Catégorie N (les «Parts Sociales de Catégorie N»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie P (les «Parts Sociales de Catégorie P»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie Q (les «Parts Sociales de Catégorie Q»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie R (les «Parts Sociales de Catégorie R»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie S (les «Parts Sociales de Catégorie S»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie T (les «Parts Sociales de Catégorie T»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie U (les «Parts Sociales de Catégorie U»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie V (les «Parts Sociales de Catégorie V»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie W (les «Parts Sociales de Catégorie W»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie X (les «Parts Sociales de Catégorie X»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie Y (les «Parts Sociales de Catégorie Y»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie 1 (les «Parts Sociales de Catégorie 1»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie 2 (les «Parts Sociales de Catégorie 2»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie 3 (les «Parts Sociales de Catégorie 3») et deux cent quarante millions (240.000.000) de parts sociales de catégorie 4, divisées en (i) cent vingt millions (120.000.000) de Parts Sociales de Catégorie 4A et (i) cent vingt millions (120.000.000) de Parts Sociales de Catégorie 4B (ensemble les «Parts Sociales de Catégorie 4»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie 5 (les «Parts Sociales de Catégorie 5»),

deux cent quarante millions (240.000.000) de parts sociales de catégorie 6, divisées en (i) cent vingt millions (120.000.000) de Parts Sociales de Catégorie 6A et (ii) cent vingt millions (120.000.000) de Parts Sociales de Catégorie 6B (ensemble les «Parts Sociales de Catégorie 6»), cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie 7 (les «Parts Sociales de Catégorie 7») et cent vingt millions (120.000.000) de parts sociales de catégorie 8 (les «Parts Sociales de Catégorie 8») d'une valeur d'un cent (EUR 0,01) chacune.

Les Parts Sociales de Catégorie A, les Parts Sociales de Catégorie B, les Parts Sociales de Catégorie C, les Parts Sociales de Catégorie D, les Parts Sociales de Catégorie E, les Parts Sociales de Catégorie F, les Parts Sociales de Catégorie G, les Parts Sociales de Catégorie H, les Parts Sociales de Catégorie I, les Parts Sociales de Catégorie J, les Parts Sociales de Catégorie K, les Parts Sociales de Catégorie L, les Parts Sociales de Catégorie M, les Parts Sociales de Catégorie N, les Parts Sociales de Catégorie P, les Parts Sociales de Catégorie Q, les Parts Sociales de Catégorie R, les Parts Sociales de Catégorie S, les Parts Sociales de Catégorie T, les Parts Sociales de Catégorie U, les Parts Sociales de Catégorie V, les Parts Sociales de Catégorie W, les Parts Sociales de Catégorie X, les Parts Sociales de Catégorie Y, les Parts Sociales de Catégorie 1, les Parts Sociales de Catégorie 2, les Parts Sociales de Catégorie 3, les Parts Sociales de Catégorie 4, les Parts Sociales de Catégorie 5, les Parts Sociales de Catégorie 6, les Parts Sociales de Catégorie 7 et les Parts Sociales de Catégorie 8 sont collectivement désignées comme les «Parts Sociales».

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à trois mille euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. HARROCH, C. SCULTEUR, C. WERSANDT.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 mars 2014. Relation: EAC/2014/3850. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014043112/224.

(140049495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Artison S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 129.306.

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of March.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing at Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

The company AKTAMAL HOLDINGS LIMITED, with registered office at 10, Diomidous Street, Alphamega-Akropolis Building, 3rd Floor, Office 401, P.C. 2024, Nicosia, Cyprus,
represented by Annick Braquet, private employee, residing professionally at L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents,
by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the notary and the proxy-holder, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing party, through its attorney, declared and requested the notary to act:

That the appearing party is the sole present shareholder of the private limited company managing family assets (société à responsabilité limitée) ARTISON S.à r.l., having its registered office at L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle, R.C.S. Luxembourg section B number 129.306, incorporated by a deed received by Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on June 4, 2007, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 1694 of August 10, 2007,

and that the appearing party has taken the following resolutions:

First resolution

The appearing party decides to convert the existing one hundred (100) sharequotas with a nominal value of one hundred and twenty-five Euro (EUR 125.-) each into one thousand two hundred and fifty (1,250) Class A sharequotas,

one thousand two hundred and fifty (1,250) Class B sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class C sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class D sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class E sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class F sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class G sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class H sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class I sharequotas and one thousand two hundred and fifty (1,250) Class J sharequotas (together hereafter the "sharequotas"), with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the appearing party decides to amend article six of the company's articles of association which will have henceforth the following wording:

" **Art. 6.** The corporate capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one thousand two hundred and fifty (1,250) Class A sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class B sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class C sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class D sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class E sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class F sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class G sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class H sharequotas, one thousand two hundred and fifty (1,250) Class I sharequotas and one thousand two hundred and fifty (1,250) Class J sharequotas, (together hereafter the "sharequotas"), with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the sharequotas of each class, as defined in the articles of association, shall be identical, except to the extent otherwise provided by the law or by the articles of association.

The company shall have the power to redeem its own sharequotas. Such redemption shall be carried out by a unanimous resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders representing the entirety of the subscribed capital of the company.

The Class A sharequotas, the Class B sharequotas, the Class C sharequotas, the Class D sharequotas, the Class E sharequotas, the Class F sharequotas, the Class G sharequotas, the Class H sharequotas, the Class I sharequotas and the Class J sharequotas are collectively referred to as the "Redeemable Sharequotas" and individually as a "Redeemable Sharequota".

The Redeemable Sharequotas are redeemable at the option of the company (with the company serving a prior five (5) calendar days' notice to each holder of the Redeemable Sharequotas to be redeemed, stating the number of Redeemable Sharequotas to be redeemed, their redemption date and their Redemption Price (as defined below), in accordance with article 49-8 of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies and in accordance with this article.

The redemption shall be decided by the board of the managers of the company.

The Relevant Sharequotas (as defined below) shall be the first available class of Redeemable Sharequotas. The subsequent classes of Redeemable Sharequotas shall become the Relevant Sharequotas and shall be redeemed when the previous class of Redeemable Sharequotas has been redeemed in full.

The Redeemable Sharequotas shall be redeemed at their fair market value as established by the board of managers of the company no later than five (5) calendar days prior to the date set for the redemption of the of the Redeemable Sharequotas.

A redemption of the Redeemable Sharequotas can only be made by using sums available for distribution in accordance with article 72-1 of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies; and

All Redeemable Sharequotas purchased or otherwise acquired by the company may be cancelled with the effect that the issued number of Redeemable Sharequotas and the share capital of the company shall be reduced accordingly.

The company may also redeem its sharequotas in accordance with articles 49-2 et seq. of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies.

In the event of a distribution of dividends, the Class A shareholders shall be granted a right to receive by way of a dividend a preferred allocation representing 0,10% of the nominal value of the shares issued by the company available for distribution, on a pro rata basis (the "Preferred Dividend Amount"), the Class B shareholders shall be granted right to receive by way of a dividend a preferred allocation representing 0,15% of the nominal value of the shares issued by the company available for distribution, on a pro rata basis, "), the Class C shareholders shall be granted right to receive by way of a dividend a preferred allocation representing 0,20% of the nominal value the shares issued by the company available for distribution, on a pro rata basis, "), the Class D shareholders shall be granted right to receive by way of a dividend a preferred allocation representing 0,25% of the nominal value of the shares issued by the company available for distribution, on a pro rata basis, "), the Class E shareholders shall be granted right to receive by way of a dividend a preferred allocation representing 0,30% of the nominal value of the shares issued by the company available for distribution, on a pro rata basis, "), the Class F shareholders shall be granted right to receive by way of a dividend a preferred allocation representing 0,35% of the nominal value of the shares issued by the company available for distribution, on a pro rata basis, "), the Class G shareholders shall be granted right to receive by way of a dividend a preferred allocation representing 0,40% of the nominal value of the shares issued by the company available for distribution, on a pro rata basis, "), the Class H shareholders shall be granted right to receive by way of a dividend a preferred allocation representing 0,45% of the nominal value of

the shares issued by the company available for distribution, on a pro rata basis, ")), the Class I shareholders shall be granted right to receive by way of a dividend a preferred allocation representing 0,50% of the nominal value of the shares issued by the company available for distribution, on a pro rata basis. All remaining income available for distribution by the company, if any, shall be distributable on a pro-rata basis to the holders of the "Relevant Sharequotas". The first Relevant Sharequotas shall be the Class J sharequotas.

In the event that there are no more Class J sharequotas outstanding in the company, the Relevant Sharequotas shall be the Class I sharequotas.

In the event that there are no more Class J sharequotas and Class I sharequotas outstanding in the company, the Relevant Sharequotas shall be the Class H sharequotas.

In the event that there are no more Class J sharequotas, Class I sharequotas and Class H sharequotas outstanding in the company, the Relevant Sharequotas shall be the Class G sharequotas.

In the event that there are no more Class J sharequotas, Class I sharequotas, Class H sharequotas and Class G sharequotas outstanding in the company, the Relevant Sharequotas shall be the Class F sharequotas.

In the event that there are no more Class J sharequotas, Class I sharequotas, Class H sharequotas, Class G sharequotas and Class F sharequotas outstanding in the company, the Relevant Sharequotas shall be the Class E sharequotas.

In the event that there are no more Class J sharequotas, Class I sharequotas, Class H sharequotas, Class G sharequotas, Class F sharequotas and Class E sharequotas outstanding in the company, the Relevant Sharequotas shall be the Class D sharequotas.

In the event that there are no more Class J sharequotas, Class I sharequotas, Class H sharequotas, Class G sharequotas, Class F sharequotas, Class E sharequotas and Class D sharequotas outstanding in the company, the Relevant Sharequotas shall be the Class C sharequotas.

In the event that there are no more Class J sharequotas, Class I sharequotas, Class H sharequotas, Class G sharequotas, Class F sharequotas, Class E sharequotas, Class D sharequotas and Class C sharequotas outstanding in the company, the Relevant Sharequotas shall be the Class B sharequotas.

In the event that there are no more Class J sharequotas, Class I sharequotas, Class H sharequotas, Class G sharequotas, Class F sharequotas, Class E sharequotas, Class D sharequotas, Class C sharequotas and Class B sharequotas outstanding in the company, the Relevant Sharequotas shall be the Class A sharequotas.

In the event of a distribution of dividends to the shareholders where the profits available for distribution as a dividend among the shareholders are insufficient to make the payment of the Preferential Dividend Amount in full to all shareholders, then such profits distributed by way of a dividend shall be distributed among the shareholders, rateably in proportion to the full amounts to which the shareholders would otherwise be respectively entitled.

The company may proceed, and the board of managers is hereby authorised, to make distributions of interim dividends to the shareholders subject to the above priorities, in accordance with the Law.

The company may, to the extent and under the terms permitted by the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, purchase its own sharequotas provided that the company first may only purchase the Relevant Sharequotas at that time."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 1,500.-

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by her surname, Christian name, civil status and residence, the attorney signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatre mars.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

La société AKTAMAL HOLDINGS LIMITED, ayant son siège social à 10, Diomidous Street, Alphamega-Akropolis Building, 3rd Floor, Office 401, P.C. 2024, Nicosie, Chypre,

Ici représentée par Annick Braquet, employée privée, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le notaire et le mandataire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que la comparante est la seule et unique associée actuelle de la société à responsabilité limitée ARTISON S.à r.l., ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle, R.C.S. Luxembourg section B numéro 129.306, constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 4 juin 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1694 du 10 août 2007,

et que la comparante a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

La comparante décide de convertir les cent (100) parts sociales existantes d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (EUR 125.-) chacune en mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe A, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe B, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe C, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe D, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe E, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe F, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe G, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe H, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe I et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe J (ensemble ci-après les "parts sociales"), d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, la comparante décide de modifier l'article six des statuts de la société qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe A, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe B, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe C, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe D, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe E, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe F, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe G, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe H, mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe I et mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de Classe J, (ensemble ci-après les "parts sociales"), ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune, chaque part sociale étant entièrement libérée.

Les droits et les obligations attachés à chaque classe de parts sociales, telle que définie par les statuts, devront être identiques, sauf disposition contraire prévue par la loi ou par les statuts.

La société pourra procéder au rachat de ses propres parts sociales. Un tel rachat ne pourra être décidé que par une résolution unanime de l'assemblée générale extraordinaire des associés représentant la totalité du capital souscrit de la société.

Les parts sociales de Classe A, les parts sociales de Classe B, les parts sociales de Classe C, les parts sociales de Classe D, les parts sociales de Classe E, les parts sociales de Classe F, les parts sociales de Classe G, les parts sociales de Classe H, les parts sociales de Classe I et les parts sociales de Classe J sont collectivement désignées comme les «Parts sociales Rachetables» et individuellement comme la «Part sociale Rachetable».

Les Parts sociales Rachetables peuvent être rachetées au choix de la société (la société donnant au préalable un délai de cinq (5) jours calendaires de préavis à chaque détenteur des Parts sociales Rachetables à racheter, leur date de rachat et leur prix de rachat (comme défini ci-dessous)), conformément à l'article 49-8 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et conformément au présent article:

Le rachat sera décidé par le conseil de gérance de la société.

Les Parts sociales Concernées (comme définies ci-dessous) seront les premières à être rachetées. Les classes suivantes de Parts sociales Rachetables seront rachetées quand elles appartiendront à une classe spécifique de Parts sociales Rachetables précédentes d'une classe spécifique auront été rachetées entièrement;

Les Parts sociales Rachetables seront rachetées à leur juste valeur marchande comme établi par le conseil de gérance de la société pas plus tard que cinq (5) jours calendaires avant la date fixée pour le rachat des Parts sociales Rachetables;

Le rachat des Parts sociales Rachetables peut seulement s'effectuer en employant des sommes disponibles pour une distribution conformément à l'article 72-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; et

Toutes les Parts sociales Rachetables achetées ou bien acquises par la société peuvent être annulées ce qui entraînera que le nombre de Parts sociales Rachetables publiées et le capital social seront réduits en conséquence.

La société peut également racheter ses parts sociales conformément à l'article 49-2 et suivant de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

En cas de distribution de dividendes, les associés de Classe A auront le droit de percevoir un dividende, de façon préférentielle représentant 0,10% de la valeur nominale des parts sociales émises par la société, les associés de Classe B auront le droit de percevoir un dividende, de façon préférentielle représentant 0,15% de la valeur nominale des parts sociales émises par la société, les associés de Classe C auront le droit de percevoir un dividende, de façon préférentielle

représentant 0,20% de la valeur nominale des parts sociales émises par la société, les associés de Classe D auront le droit de percevoir un dividende, de façon préférentielle représentant 0,25% de la valeur nominale des parts sociales émises par la société, les associés de Classe E auront le droit de percevoir un dividende, de façon préférentielle représentant 0,30% de la valeur nominale des parts sociales émises par la société, les associés de Classe F auront le droit de percevoir un dividende, de façon préférentielle représentant 0,35% de la valeur nominale des parts sociales émises par la société, les associés de Classe G auront le droit de percevoir un dividende, de façon préférentielle représentant 0,40% de la valeur nominale des parts sociales émises par la société, les associés de Classe H auront le droit de percevoir un dividende, de façon préférentielle représentant 0,45% de la valeur nominale des parts sociales émises par la société et les associés de Classe I auront le droit de percevoir un dividende, de façon préférentielle représentant 0,50% de la valeur nominale des parts sociales émises par la société. Tous les revenus restants disponibles pour une distribution dans la société, le cas échéant, seront attribuables au prorata aux détenteurs des «Parts sociales Concernées». Les premières Parts sociales Concernées seront les Parts sociales de Classe J.

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J en circulation dans la société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe I.

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J et de Classe I en circulation dans la société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe H.

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J, de Classe I et de Classe H en circulation dans la société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe G.

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J, de Classe I, de Classe H et de Classe G en circulation dans la société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe F.

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J, de Classe I, de Classe H, de Classe G et de Classe F en circulation dans la société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe E.

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J, de Classe I, de Classe H, de Classe G, de Classe F et de Classe E en circulation dans la société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe D.

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J, de Classe I, de Classe H, de Classe G, de Classe F, de Classe E et de Classe D en circulation dans la société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe C.

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J, de Classe I, de Classe H, de Classe G, de Classe F, de Classe E, de Classe D et de Classe C en circulation dans la société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe B.

Dans le cas où il n'y aura plus de Parts sociales de Classe J, de Classe I, de Classe H, de Classe G, de Classe F, de Classe E, de Classe D, de Classe C et de Classe B en circulation dans la société, les Parts Sociales concernées sont les Parts sociales de Classe A.

Si en cas de distribution aux associés, les bénéfices disponibles pour la distribution sous forme de dividende parmi les associés sont insuffisants pour effectuer le paiement intégral du Montant du Dividende Préférentiel à tous les associés, alors ces bénéfices seront distribués parmi les associés, proportionnellement aux montants intégraux auxquels ils auraient respectivement eu droit.

La société peut procéder et le conseil de gérance est par la présente autorisé à agir ainsi-, à la distribution d'acomptes sur dividendes aux associés sous réserve des priorités ci-dessus, conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

La société peut, dans la mesure et en vertu des conditions autorisées par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, acheter ses propres parts sociales à condition que la société puisse seulement acheter d'abord les Actions Concernées à ce moment-là..

Frais

Tous les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de EUR 1.500.-

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 mars 2014. Relation: LAC/2014/10756. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 24 mars 2014.

Référence de publication: 2014043144/253.

(140049429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

SKMCom Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 51, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 105.597.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043606/9.

(140049785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Coogee S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 500.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 153.824.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Le siège social de l'associé Manly S.A. a changé et doit désormais se lire comme suit: 35A, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2014.

Coogee S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014043822/16.

(140050637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

Aviva Investors Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 25.708.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions du conseil d'administration de la Société prises en date du 5 mars 2014, que:

- M. William Gilson, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a démissionné de son mandat en tant d'administrateur de la Société avec effet au 1^{er} mars 2014;

- Mme Alix Van Ormelingen, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été cooptée en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 5 mars 2014 en remplacement de M. William Gilson jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Le conseil d'administration se compose donc comme suit au 5 mars 2014:

- Jean-François BOULIER, Président et Administrateur
- Emmanuel BABINET, Administrateur
- Mark PHILLIPS, Administrateur
- Timothy LUCAS, Administrateur
- Benjamin STIRLING, Administrateur
- Alix VAN ORMELINGEN, Administrateur

- Il résulte des résolutions du conseil d'administration de la Société prises en date du 12 novembre 2013, que M. Emmanuel Babinet, ayant son adresse professionnelle au 24-26, rue de la Pépinière, 75008 Paris, France, a été nommé délégué à la gestion journalière avec effet au 24 janvier 2014.

- Il résulte des résolutions du conseil d'administration de la Société prises en date du 5 mars 2014, que:

* M. William Gilson, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a démissionné de son mandat de délégué à la gestion journalière de la Société avec effet au 1^{er} mars 2014

* Mme Alix Van Ormelingen, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg a été nommé déléguée à la gestion journalière de la Société avec effet au 5 mars 2014.

Les délégués à la gestion journalière de la société au 5 mars 2014 sont:

- Mark PHILLIPS, délégué à la gestion journalière
- Emmanuel BABINET, délégué à la gestion journalière
- Alix VAN ORMELINGEN, déléguée à la gestion journalière

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société le 19 mars 2012 que l'adresse professionnelle de M. Mark Phillips est située au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249, Luxembourg, avec effet au 1 avril 2012.

Pour extrait conforme,
Luxembourg, le 24 Mars 2014.

Référence de publication: 2014043154/38.

(140049783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

SKMCom One S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 51, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 105.598.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043607/9.

(140049786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

BlueBay High Yield Institutional Credit Select Investments (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 6.500.000,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 161.658.

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of March.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

BlueBay Structured Funds., an investment company (société d'investissement à capital variable) incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 108.083 acting for and on behalf of its sub-fund BlueBay Structured Funds: High Yield Institutional Credit Select Fund

duly represented by Mrs Arlette Siebenaler, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy.

The said proxy, "initialled ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

I. Such appearing person, acting in its capacity as sole shareholder and holding six thousand (6,000) shares, that is to say one hundred per cent (100%) of the issued shares of BlueBay High Yield Institutional Credit Select Investments (Luxembourg) S.A. (the "Company"), a public limited liability company, having its registered office at 24 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 161 658), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 6 June 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 13 September 2011, number 2138, and amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on 09 December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Number 367 on 10 February 2014 has required the undersigned notary to state its resolutions as follows:

II. The quorum required by law in respect of all items of the agenda is at least fifty per cent of the issued capital of the Company and the resolutions on such items must be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes cast at the meeting.

III. The whole corporate capital being represented at the present meeting and the sole shareholder represented declaring that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to the meeting, no convening notice was necessary.

IV. Consequently, the present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of five hundred thousand Euro (EUR 500,000.-) so as to raise it from its current amount of six million Euro (EUR 6,000,000.-) up to six million five hundred thousand Euro (EUR 6,500,000.-) by issuing five hundred (500) new shares, having a par value of one thousand Euro (EUR 1,000.-) each.

2. Subsequent amendment of the first sentence of Article 5 of the articles of incorporation of the Company.

After deliberation, the general meeting took the following resolutions:

First resolution:

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of five hundred thousand Euro (EUR 500,000.-) so as to raise it from its current amount of six million Euro (EUR 6,000,000.-) up to six million five hundred thousand Euro (EUR 6,500,000.-) by issuing five hundred (500) new shares, having a par value of one thousand Euro (EUR 1,000.-) each.

The five hundred (500) new shares are subscribed by BlueBay Structured Funds, an investment company (société d'investissement à capital variable) incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 108.083, acting for and on behalf of its sub-fund BlueBay Structured Funds: High Yield Institutional Credit Select Fund, here represented by Mrs Arlette Siebenaler, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy.

The five hundred (500) new shares have been fully paid up in cash by the subscriber so that the total sum of five hundred thousand Euro (EUR 500,000.-) is at the free disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

Second resolution:

As a result of the foregoing resolution, the first sentence of Article 5 of the articles of incorporation of the Company shall be amended and henceforth read as follows:

“The share capital is fixed at six million five hundred thousand Euro (EUR 6,500,000.-) represented by six thousand five hundred (6,500) shares with a par value of one thousand Euro (EUR 1,000.-) each.”

All the resolutions have been taken separately and by unanimous vote.

There being no further business before the meeting, the same was there upon adjourned.

Estimate of costs

The value of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of this extraordinary general meeting is estimated at approximately EUR 2,500.-.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the French translation

L'an deux mille quatorze, le quatre mars.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

a comparu

BlueBay Structured Funds, une société d'investissement à capital variable constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, et enregistrée au registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 108.083, agissant pour le compte de son compartiment BlueBay Structured Funds: High Yield Institutional Credit Select

dûment représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par la comparante et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seul et unique associé détenant six mille (6.000) actions, c'est-à-dire cent pour cent (100%) des actions émises par BlueBay High Yield Institutional Credit Select Investments (Luxembourg) S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 24 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 161.658) (la "Société"), constituée sous la loi du Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 juin 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 13 septembre 2011, numéro 2138, modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du

09 décembre 2013 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 367 du 10 février 2014, a requis le notaire instrumentant de constater les résolutions suivantes:

I. Le quorum requis par la loi en ce qui concerne tous les points portés à l'ordre du jour est d'au moins cinquante pour cent du capital souscrit de la Société et les résolutions sur ces points doivent être prises par un vote affirmatif d'au moins deux-tiers des votes exprimés à l'assemblée.

II. Tout le capital social étant représenté à la présente assemblée et l'actionnaire unique ainsi représenté reconnaissant avoir été dûment convoqué et déclarant avoir pu prendre connaissance de l'ordre du jour soumis à sa délibération avant la tenue de cette assemblée, aucune convocation n'a été dès lors nécessaire.

III. La présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points suivants portés à l'ordre du jour:

Agenda

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cinq cent mille Euros (EUR 500.000,-), pour le porter de son montant actuel de six millions d'Euros (EUR 6.000.000,-) à six million cinq cent mille Euros (EUR 6.500.000,-) par l'émission de cinq cents (500) nouvelles actions, d'une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000,-) chacune.

2. Modification subséquente de la première phrase de l'article 5 des statuts de la Société.

Après délibération, l'assemblée générale prend les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq cent mille Euros (EUR 500.000,-), pour le porter de son montant actuel de six millions d'Euros (EUR 6.000.000,-) à six millions cinq cent mille Euros (EUR 6.500.000,-) par l'émission de cinq cents (500) nouvelles actions, d'une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000,-) chacune.

Les cinq cents (500) actions nouvelles sont souscrites par BlueBay Structured Funds, une société d'investissement à capital variable constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, et enregistrée au registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 108.083, agissant en son nom et pour le compte de BlueBay Structured Funds: High Yield Institutional Credit Select Fund, un compartiment de BlueBay Structured Funds, une SICAV de droit luxembourgeois, ici représentée par Madame Arlette Siebenaler, prénommée, en vertu de la procuration dont mention a été faite ci-avant.

Les cinq cents (500) nouvelles actions ont été entièrement libérées en espèces par le souscripteur, de sorte que la somme de cinq cent mille Euros (EUR 500.000,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire instrumentant.

Seconde résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier la première phrase de l'article 5 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

"Le capital social est fixé à six millions cinq cent mille Euros (EUR 6.500.000,-) représenté par six mille cinq cents (6.500) actions d'une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000,-) chacune."

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises séparément et par vote unanime.

Aucun point n'étant plus soumis à l'assemblée, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de cette assemblée générale extraordinaire est estimé à environ EUR 2.500.-

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 mars 2014. Relation: LAC/2014/11422. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 mars 2014.

Référence de publication: 2014043170/139.

(140049844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Bonacapital Family Office S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}.

R.C.S. Luxembourg B 97.048.

L'an deux mille quatorze, le sixième jour du mois de mars;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme régie par les lois du Luxembourg "Bonacapital Family Office S.A.", établie et ayant son siège social à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 97048 (la "Société"), originairement constituée sous la dénomination de "SIB HOLDING S.A.", suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 octobre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1319 du 11 décembre 2003,

et dont les statuts (les "Statuts") ont été modifiés suivant actes reçus par:

- Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 17 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 740 du 27 mars 2008, contenant notamment l'abandon du statut de société holding régi par la loi du 31 juillet 1929 et la transformation en une société de participation financière pleinement imposable (SOPARFI);

- le notaire instrumentant, en date du 12 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1604 du 18 juillet 2011, contenant l'adoption de la dénomination "BONACAPITAL S.A."; et

- le notaire instrumentant, en date du 10 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2671 du 31 octobre 2012, contenant notamment l'adoption par la Société de sa dénomination sociale.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Klaus KRUMNAU, juriste, demeurant professionnellement à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}.

Le Président désigne Madame Josephine LUCARELLA, employée, demeurant professionnellement à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Madame Jutta MERTES, employée, demeurant professionnellement à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}, comme scrutatrice.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Constatation que la Société a actuellement un seul actionnaire;

2. Modification de l'objet social afin de lui donner dorénavant la teneur suivante:

"La Société a pour objet l'activité professionnelle d'experts comptables, de conseil fiscal, de conseil économique ainsi que l'exécution de toutes expertises fiscales, économiques et financières, d'organisation technique, administrative et commerciale ainsi que toutes autres activités. La Société a en outre pour objet le bureau de services, de gestion et conseils en matière administrative et toute coordination des prestataires de services. D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation.

La Société a encore comme objet la fourniture de toutes prestations dans le cadre d'un "Family Office" tels que notamment la conservation, la gestion et la transmission d'un patrimoine financier, professionnel, social et familial ainsi que la prise en charge des affaires personnelles des clients.

La Société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la Société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social."

3. Changement du mois de l'assemblée générale annuelle de juillet en juin;

4. Modification du le régime de signature statutaire des administrateurs;
5. Refonte complète des statuts afin de les mettre en conformité avec les dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi qu'avec les dispositions de la loi du 25 août 2006, introduisant, entre autres, la société anonyme avec un seul actionnaire;
6. Révocation des membres du conseil d'administration, avec décharge;
7. Nomination d'un administrateur unique et détermination de la durée de son mandat;
8. Divers.

B) Que l'actionnaire unique ("Actionnaire Unique"), dûment représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il possède, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par l'actionnaire unique présent ou le mandataire qui le représente, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que la procuration de l'Actionnaire Unique représenté, signée "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente Assemblée et que l'Actionnaire Unique, dûment représenté, déclare avoir été dûment notifié et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée constate que la Société a actuellement un seul actionnaire (l'"Actionnaire Unique").

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide:

- d'étendre et de modifier l'objet social et de d'adopter pour lui la teneur comme ci-avant reproduite sous le point 2) de l'ordre du jour;
- de changer le mois de l'assemblée générale annuelle de juillet en juin;
- de modifier le régime de signature statutaire des administrateurs et d'adopter en conséquence pour lui la teneur comme reproduite dans ci-après dans l'article 13 des statuts refondus; et
- de procéder à une refonte complète des Statuts de la Société afin de les mettre en conformité avec les dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi qu'avec les dispositions de la loi du 25 août 2006, introduisant, entre autres, la société anonyme avec un seul actionnaire,

Les STATUTS auront dorénavant la teneur suivante:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de "Bonacapital Family Office S.A.", (la "Société"), régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée la de Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet l'activité professionnelle d'experts comptables, de conseil fiscal, de conseil économique ainsi que l'exécution de toutes expertises fiscales, économiques et financières, d'organisation technique, administrative et commerciale ainsi que toutes autres activités. La Société a en outre pour objet le bureau de services, de gestion et conseils en matière administrative et toute coordination des prestataires de services. D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation.

La Société a encore comme objet la fourniture de toutes prestations dans le cadre d'un "Family Office" tels que notamment la conservation, la gestion et la transmission d'un patrimoine financier, professionnel, social et familial ainsi que la prise en charge des affaires personnelles des clients.

La Société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la Société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit de la Société est fixé à trente et un mille cinq cents euros (31.500,- EUR), représenté par trois cent quinze (315) actions avec une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La Société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Les actions au porteur porteront les indications prévues par l'article 41 de la Loi et seront signées par deux (2) administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant à cet effet délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 1^{er} jeudi du mois de juin à 15.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication,

étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le "formulaire") envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise et française:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: "A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul." L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque

administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique décide:

- de révoquer tous les membres du conseil d'administration et l'administrateur-délégué et d'accorder, par vote spécial, décharge pleine et entière aux administrateurs et à l'administrateur-délégué pour l'exécution de leurs mandats;
- de nommer Monsieur Jürgen FISCHER, expert-comptable, né à Kaufbeuren (République Fédérale d'Allemagne), le 14 août 1961, demeurant professionnellement à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}, comme administrateur unique, son mandat expirera à l'assemblée générale annuelle de l'année 2019.

Quatrième résolution

L'Actionnaire Unique constate que le commissaire aux comptes actuellement inscrit au Registre de Commerce et des Sociétés sous la dénomination de "Fiduciaire FIBETRUST" et avec siège social à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}, a entretemps:

- changé sa forme juridique d'une société civile en société à responsabilité limitée;
- adopté la dénomination sociale de "FIBETRUST S.à r.l", et
- transféré son siège social à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

L'Actionnaire Unique décide en outre de donner décharge pleine et entière audit commissaire aux comptes, de renouveler son mandat pour une période prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019 et de procéder, pour autant que de besoin, aux modifications susmentionnées, objets de la présente résolution, auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille trois cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: K. KRUMNAU, J. LUCARELLA, J. MERTES, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 mars 2014. LAC/2014/11090. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 21 mars 2014.

Référence de publication: 2014043172/327.

(140049374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Chesapeake Investments Company S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 79.734.

In the year two thousand and fourteen, on the fourteenth day of March.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Chesapeake Investments Company S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 79734 (the Company). The Company was incorporated on 7 December 2000 pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 578 of 27 July 2001. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended on 13 March 2012 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N°1071 of 26 April 2012.

There appeared,

Black & Decker Luxembourg S. à r.l., a company incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (the Sole Shareholder),

hereby represented by Jacques Graas, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 13 March 2014;

The proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, requests the undersigned notary to record that:

I. all of the 46,567 (forty-six thousand five hundred and sixty-seven) shares having a nominal value of BRL 1 (one Brazilian Real) each and representing the entirety of the share capital of the Company of BRL 46,567 (forty-six thousand five hundred and sixty-seven Brazilian Reals) are duly represented at the Meeting, which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items of the agenda, here below reproduced.

II. the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notice;

2. Restatement of the articles of association in their entirety with amendment the article setting out the corporate purpose of the Company as follows:

“ **Art. 2. Corporate object.** The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in the Grand Duchy of Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them. The Company may receive or grant licenses on intellectual property rights.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties, subsidiaries, or affiliated companies of the Company to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

3. Miscellaneous.

III. after deliberation the Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being duly and validly represented at the present Meeting, the Meeting hereby expressly waives any requirements in respect of convening the Sole Shareholder of the Company represented at

the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting decides to restate the articles of association of the Company in order to give them the following wording:

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Chesapeake Investments Company S.à r.l." (the Company) governed by the present articles of association (each an Article, and together the Articles) and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act).

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in the Grand Duchy of Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them. The Company may receive or grant licenses on intellectual property rights.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties, subsidiaries, or affiliated companies of the Company to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal, and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate purpose or which may favour its development.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

The Company may be dissolved, at any time and without cause, by a resolution of the general meeting of its shareholders adopted in the manner provided for by Article 15 with respect to the amendments of the Articles.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of such municipality by a resolution of the board of managers of the Company.

It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg through a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company is set at BRL 46,567 (forty-six thousand five hundred and sixty-seven Brazilian Reals), represented by 46,567 (forty-six thousand five hundred and sixty-seven) shares having a nominal value of BRL 1 (one Brazilian Real) each.

A register of the shareholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register shall set forth the name of each shareholder, his/her/its residence or elected domicile, the number of shares of the Company he/she/it holds, the nominal value or accounting par value paid in on each such share, the issuance of shares, the transfer of shares and the dates of such issuance and transfers. The ownership of the shares of the Company will be established by an entry in this register.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital of the Company may be increased or decreased at any time by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the extraordinary general meeting of the shareholders, as the case may be, in the manner required by Article 15 for the amendment of the Articles.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles the owner thereof to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one (1) owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case the Company has only one shareholder, the shares of the Company held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Companies Act will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to repurchase or redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves and profits to that effect, to the extent and within the limits set forth by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and especially by the Companies Act.

The acquisition and disposal by the Company of its own shares shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the Articles shall apply in accordance with article 15 of the Articles.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 12. Management. The Company is managed by one or more managers. In case of several managers, they constitute a board of managers (the Board of Managers). The manager(s) need not be shareholder(s). The managers are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders.

The general meeting of shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace any of the managers.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with. The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signatures of any two Managers.

All powers not expressly reserved by law or the Articles to the general meetings of the shareholders shall fall within the power of the Board of Managers.

The sole manager, or in case of plurality of managers, any two managers may subdelegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The sole manager, or in case of plurality of managers, the delegating managers will determine this agent's responsibilities as well as his remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or duly and validly represented at a meeting of the Board of Managers. The resolutions of the Board of Managers shall be adopted by the majority of the managers of the Company present or duly and validly represented.

A chairman of the Board of Managers may be appointed by the Board of Managers. The chairman, if one is appointed, will preside at the meetings of the Board of Managers. The Board of Managers may appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or duly and validly represented at the relevant meeting of the Board of Managers.

Written notice of any meeting of the Board of Managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least forty-eight (48) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the Board of Managers can be convened by the chairman or by any Manager. This notice may be waived if all the managers of the Company are present or duly and validly represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Managers.

A manager may act at a meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the Board of Managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting of the Board of Managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the Board of Managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the Board of Managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager of the Company. The date of such unanimous written circular resolutions shall be the date of the last signature. Unanimous written circular resolutions of the Board of Managers are deemed to be taken in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 13. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholders. An annual general meeting of the shareholders shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the convening notice of such meeting.

Other general meetings of the shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be, can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority. In case the Company has a sole shareholder, the sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he/she/it owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his/her/its shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital of the Company.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by a majority in number of the shareholders owning at least three quarters (3/4) of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote of the shareholders, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 16. Financial year. The Company's financial year starts on 1 January and ends on 31 December of each year, subject to any applicable transitory provision.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31 December, the Company's financial statements are established and the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital. The annual general meeting of the shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. The Board of Managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Dissolution. At the time of winding up of the Company the liquidation will be carried out by one (1) or several liquidators, shareholder(s) or not, appointed by the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Statutory auditor (Commissaire aux comptes)- External auditor (Réviseur d'entreprises agréé). In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor (commissaire aux comptes) if it has more than twenty-five (25) shareholders. An external auditor (réviseur d'entreprises agréé) needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg law dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies, as amended, does not apply.

Art. 21. Governing law. The Articles shall be construed and interpreted according to, and shall be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. All matters either not governed or not addressed by the Articles shall be determined in accordance with the Companies Act."

Third resolution

The Meeting hereby empowers and authorizes any manager of the Company and any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple to see on behalf of the Company to any formalities in connection therewith (including for the avoidance of any doubts the filing and publication of documents with relevant Luxembourg authorities).

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed is estimated to be approximately EUR 1,500.-

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the proxyholder of the appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party which is known by the undersigned notary by his surname, name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatorzième jour du mois de mars.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Chesapeake Investments Company S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79734 (la Société). La Société a été constituée le 7 décembre 2000 par devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 578 du 27 juillet 2001. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés en date du 13 mars 2012 par un acte de maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg et publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C N°1071 du 26 avril 2012.

A comparu,

Black & Decker Luxembourg S. à r.l., une société constituée selon le droit du Grand Duché du Luxembourg ayant son siège social au 40, avenue Monterey à Luxembourg (L-2163) (l'Associé Unique),

ici représentée par Me Jacques Graas, avocat, résident à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 13 mars 2014;

La procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement auprès des autorités compétentes.

L'Associé Unique, représenté tel que mentionné ci-dessus, demande au notaire instrumentaire de prendre acte de ce qui suit:

I. Que la totalité des 46.567 (quarante-six mille cinq cent soixante-sept) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 BRL (un Real Brésilien) chacune et représentant l'intégralité du capital social de la Société d'un montant de 46.567 BRL (quarante-six mille cinq cent soixante-sept Réaux Brésiliens) sont dûment représentées à la présente Assemblée qui se trouve donc régulièrement constituée et apte à délibérer sur les points à l'ordre du jour, reproduit ci-dessous.

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Refonte totale des statuts de la Société avec modification de l'article portant sur l'objet social de la Société de la manière suivante;

« **Art. 2. Objet social.** L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés du Grand-Duché du Luxembourg ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, notamment, mais non limité à des portefeuilles de valeurs mobilières de toute origine, pour participer dans la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières et des droits intellectuels, pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement et pour les développer. La Société peut octroyer des licences et des droits intellectuels de toute origine.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous crédits, y compris le produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières, à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes, filiales ou sociétés affiliées de la Société afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle a une participation ou un intérêt directs ou indirects et à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société et elle peut assister ces sociétés pour, y inclus, mais non limité à la gestion et le développement de ses sociétés et leur portefeuille, financièrement, par des prêts, avances et garanties. Elle peut nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.»

3. Divers.

III. Qu'après délibération, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les associés représentés s'estimant dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de refondre la totalité des statuts de la Société de façon à leur donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Nom.** Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Chesapeake Investments Company S.à r.l." (ci-après, la Société) régie par les présents statuts (individuellement un Article et collectivement les Statuts) et les lois du Grand Duché du Luxembourg, et plus particulièrement la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915).

Art. 2. Objet social. L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés du Grand Duché du Luxembourg ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, notamment, mais non limité à des portefeuilles de valeurs mobilières de toute origine, pour participer dans la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières et des droits intellectuels, pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement et pour les développer. La Société peut octroyer des licences et des droits intellectuels de toute origine.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous crédits, y compris le produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières, à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes, filiales ou sociétés affiliées de la Société afin de garantir ses obligations et les obligations de sociétés dans lesquelles elle a une participation ou un intérêt directs ou indirects et à toute société faisant partie du même groupe de sociétés que la Société et elle peut assister ces sociétés pour, y inclus, mais non limité à la gestion et le développement de ses sociétés et leur portefeuille, financièrement, par des prêts, avances et garanties. Elle peut nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut dissoute, à tout moment et sans justification, par une résolution de l'assemblée générale de ses associés adoptée de la manière prévue à l'Article 15 en matière de modifications des Statuts.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la municipalité de Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant/conseil de gérance.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand Duché du Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales tant au Grand Duché du Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de 46.567 BRL (quarante-six mille cinq cent soixante-sept Réaux Brésiliens) représenté par 46.567 (quarante-six mille cinq cent soixante-sept) parts sociales d'une valeur nominale de 1 BRL (un Real Brésilien) chacune.

Un registre des associés sera gardé au siège social de la Société ou il sera disponible pour inspection par tout associé. Ce registre contiendra les noms de chaque associé, son adresse ou domicile d'élection, le nombre de parts sociales de la Société détenues, la valeur nominale ou la valeur comptable payée pour chacune de ces parts sociales, le transfert de part sociale et les dates de ces émission et transferts. La propriété des parts sociales de la Société sera établie par l'inscription dans le registre.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social de la Société pourra à tout moment être augmenté ou diminué moyennant une résolution de l'associé unique sinon de l'assemblée générale extraordinaire des associés, le cas échéant, adoptée de la manière prévue à l'Article 15 en matière de modifications des Statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit à son propriétaire à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de parts sociales. Dans le cas où la Société a un associé unique, les parts sociales de la Société détenues par l'associé unique sont librement transférables.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

Les exigences des articles 189 et 190 de Loi de 1915 doivent être respectées.

Art. 10. Rachat de parts sociales. La Société pourra racheter ou annuler ses propres parts sociales à condition que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou de profits suffisants pour autant et dans les limites des lois du Grand Duché du Luxembourg et plus particulièrement la Loi de 1915.

L'acquisition et la disposition par la Société de ses propres parts sociales ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique ou des associés, le cas échéant. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des Statuts en vertu de l'Article 15 des statuts sont d'application.

Art. 11. Décès, interdiction, faillite ou déconfiture des associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne causeront pas la dissolution de la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le Conseil de Gérance). Les gérants n'ont pas besoin d'être associés de la Société. Les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés.

L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer n'importe lequel des gérants.

Vis-à-vis des tiers, l(s) gérant(s) a (ont) les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pur exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 12. La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par les signatures conjointes de deux gérants.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les Statuts aux assemblées générales des associés seront de la compétence du Conseil de Gérance.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, deux gérants pourront déléguer leurs compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, les gérants qui délèguent détermineront la responsabilité du mandataire ainsi que sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

Le Conseil de Gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou dûment et valablement représentée lors de la réunion du Conseil de Gérance. Les résolutions du Conseil de Gérance seront adoptées à la majorité des gérants de la Société présents ou dûment et valablement représentés.

Un président du Conseil de Gérance peut être désigné par le Conseil de Gérance. Le président, si un président a été désigné, présidera les réunions du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance pourra désigner un président pro tempore, si un doit être nommé, par vote de la majorité des gérants présents ou dûment et valablement représentés lors des réunions concernées du Conseil de Gérance.

Avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 48 (quarante-huit) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du Conseil de Gérance pourra être convoquée par le président. On pourra passer outre cette convocation si tous les gérants de la Société sont présents ou dûment et valablement représentés et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour des réunions individuelles se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter au Conseil de Gérance en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du Conseil de Gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents, ou par le président du Conseil de Gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil de Gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil de Gérance. La date de ces résolutions circulaires unanimes sera la date de la dernière signature. Ces résolutions circulaires unanimes seront considérées comme ayant été tenue au Grand Duché du Luxembourg.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Assemblées générale des associés. Une assemblée générale annuelle des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans les convocations.

D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés, le cas échéant pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

Art. 15. Droits de vote des associés, quorum et majorité. Dans le cas où la Société n'a qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts détenues. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Cependant, les résolutions modifiant les Statuts ne pourront être prises qu'avec une majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, sauf disposition transitoire applicable.

Art. 17. Comptes annuels. Chaque année, au 31 décembre, les états financiers sont arrêtés et le Conseil de Gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 18. Distribution des bénéfices, réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société. L'assemblée générale annuelle des associés décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Le Conseil de Gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 19. Dissolution. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un (1) ou plusieurs liquidateurs, associé(s) ou non, nommés par l'associé unique ou les associés, le cas échéant qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Commissaire aux comptes - réviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de vingt-cinq (25) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, tel que modifié, n'est pas applicable.

Art. 21. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.»

Troisième résolution

L'Assemblée décide de donner pouvoir et autorisation à tout gérant de la Société et à tout avocat ou employé de Allen & Overy, société en commandite simple afin de procéder pour le compte de la Société à toute formalité y afférente (incluant pour lever tout doute l'enregistrement et la publication de documents auprès des autorités compétentes).

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à EUR 1.500.-

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante qui est connue du notaire instrumentaire par son nom, prénom et état civil, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: J. GRAAS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 mars 2014. Relation: LAC/2014/12394. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 24 mars 2014.

Référence de publication: 2014043207/447.

(140049387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

CCP III Downtown GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 185.510.

In the year two thousand and fourteen, on the fifth day of March,

Before Us Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

CCP III Downtown Holding S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, under number B 181.995, and having a share capital of EUR 12,600.-,

being the sole shareholder (the Sole Shareholder) of CCP III Downtown GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) governed by the laws of the Federal Republic of Germany, having its corporate seat at Feldbergstraße 27-29, Oberursel (Taunus), Federal Republic of Germany, registered with the commercial register (Amtsgericht) of the local court of Bad Homburg v. d. Höhe under number HRB 12841 (the Company),

represented by Gianpiero SADDI, notary's clerk, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary to enact the following:

I. that one hundred percent (100%) of the share capital of the Company is represented at the present meeting, which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items of its agenda hereinafter reproduced;

II. that by a resolution of the sole managing director of the Company validly adopted on March 3, 2014, the Company resolved to transfer its principal establishment and central administration (but not the registered office) from the Federal Republic of Germany to the Grand Duchy of Luxembourg effective as of March 5, 2014. A copy of such resolution, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities;

III. that a meeting of the shareholders of the Company dated March 4, 2014 resolved, amongst other things, to transfer the principal establishment and central administration of the Company (but not the registered office) from the Federal Republic of Germany to the Grand Duchy of Luxembourg. A copy of such resolution, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities;

IV. that it results from the balance sheet of the Company, that, as of March 3, 2014, the net assets of the Company correspond at least to the value of the share capital of the Company. A copy of such balance sheet, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.;

IV. that it further results from a certificate dated March 3, 2014, issued by the Company that, among other things, the net asset value of the Company is estimated to be at one hundred and seven thousand one hundred fifty-seven Euro and nineteen cents (EUR 107,157.19) and that since the date of the balance sheet and as of today no material change in the business of the Company and the Company's affairs has occurred which would imply that the balance sheet of March 3, 2014 has become materially incorrect and does not give a true and fair view of the Company's situation as of the date hereof. A copy of such certificate, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

V. that the agenda of the meeting is the following:

1. Transfer of the principal establishment and central administration (but not the registered office) of the Company from the Federal Republic of Germany to the Grand Duchy of Luxembourg with immediate effect, without discontinuity of the Company's legal personality;

2. Setting the Company's principal establishment and central administration (but not the registered office) at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

3. Approval of the opening balance sheet of the Company as a Luxembourg company, confirmation in respect of the net assets of the Company and the share capital of the Company and confirmation that all the assets and liabilities of the Company, without limitation, remain in their entirety in the ownership of the Company, which continues to own all its assets, and continues to be obliged by all its liabilities and commitments;

4. Acknowledgment that the Company remains domiciled in the Federal Republic of Germany and therefore continues to be validly incorporated under the laws of the Federal Republic of Germany and has its principal establishment and central administration in the Grand Duchy of Luxembourg and, for the purpose of article 159 of the Luxembourg companies law of August 10, 1915, as amended, it has obtained the Luxembourg nationality;

5. Approval that the Company shall operate in Luxembourg in the form of a société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) under the name of “CCP III Downtown GmbH.”

6. Amendment to the Company’s articles of association for the purpose of making them compliant with the corporate laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Federal Republic of Germany;

7. Appointment of Mr. Yves Barthels as sole manager of the Company for an unlimited period.

First resolution

The Sole Shareholder resolves to transfer the principal establishment and central administration (but not the registered office) of the Company from the Federal Republic of Germany to the Grand Duchy of Luxembourg with immediate effect as per the present notarial deed, without discontinuity of the Company’s legal personality.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to set the Company’s principal establishment and central administration (but not the registered office) at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the opening balance sheet of the Company as a Luxembourg company.

The Sole Shareholder resolves to confirm that, as per the above mentioned balance sheet, that the net assets of the Company amount to one hundred and seven thousand one hundred fifty-seven Euro and nineteen cents (EUR 107,157.19) and the share capital of the Company amounts to twenty-five thousand Euros (EUR 25,000), represented by twenty-five thousand (25,000) shares of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are owned by the Sole Shareholder.

The Sole Shareholder resolves to confirm that all the assets and liabilities of the Company, without limitation, remain in their entirety in the ownership of the Company, which continues to own all its assets, and continues to be obliged by all its liabilities and commitments.

Fourth resolution

The Sole Shareholder acknowledges that (i) although the Company remains domiciled in the Federal Republic of Germany and therefore continues to be validly incorporated under the laws of the Federal Republic of Germany,

the Company now has its principal establishment and central administration in the Grand Duchy of Luxembourg and

(ii) pursuant to article 159 of the Luxembourg companies law of August 10, 1915, as amended, the Company has obtained the Luxembourg nationality and is subject to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to approve that the Company shall operate in Luxembourg in the form of a société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) under the name of “CCP III Downtown GmbH.”

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the Company’s articles of association for the purpose of making them compliant with the corporate laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Federal Republic of Germany. The articles of association of the Company shall henceforth read as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name.

1.1. The name of the company is “CCP III Downtown GmbH” (the Company).

1.2. The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by these articles of association (the Articles) and applicable laws (the Laws).

Art. 2. Registered office of the Company.

2.1. The Company’s registered office is established in Oberursel (Taunus), Federal Republic of Germany. The principal establishment and central administration are established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The principal establishment and central administration may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. The principal establishment and central administration may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and in any real estate properties, and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin. The Company may invest in real estate whatever the acquisition modalities including but not limited to the acquisition by way of sale or enforcement of security.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.-) and is represented by twenty-five thousand (25,000) ordinary shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up (the Shares).

5.2. Each holder of a Share is hereinafter individually referred to as a Shareholder and the holders of the Shares are hereinafter collectively as the Shareholders.

5.3. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each Share entitles its owner to one vote at the general meetings of Shareholders. Ownership of a share carries implicit acceptance of these Articles and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

6.2. Each Share is indivisible as far as the Company is concerned.

6.3. Co-owners of Shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

6.4. The sole shareholder may transfer freely its Shares when the Company is composed of a sole shareholder. The Shares may be transferred freely amongst Shareholders when the Company is composed of several shareholders. The Shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital.

6.5. The transfer of Shares must be made in accordance with applicable legal requirements. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly accepted by the Company.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers and any additional or replacement manager appointed to the Company, may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers.

8.1. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board), which will be constituted by one manager of category A (the A Manager) and two or more managers of category B (the B Manager). The A Manager and the B Managers are collectively referred to herein as Managers.

8.2. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Laws or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters to the extent permitted by law.

8.3. Procedure

(i) The Board meets at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented and at least one (1) A manager and at least one (1) B manager are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented and at least one (1) A manager and at least one (1) B manager are present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call, a video conference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other, provided that such meeting is initiated from Luxembourg and provided that the majority of managers is physically present in Luxembourg. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

8.4. Representation

(i) If the Company has a sole manager, the Company will be bound by such sole manager. If several managers have been appointed, the Company will be bound by any two managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

(iii) Without prejudice to the above, the shareholders may adopt deviating representation authorities by way of shareholders' resolutions, in particular all or individual manager may be granted the authority to represent the Company alone and/or be released from the restrictions of section 181 of the German Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch - BGB). In addition, the shareholders' meeting may adopt joint power of representation for certain managers with the creation of specifically identified representation pairs by way of shareholders' resolutions.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

IV. Shareholder(s)

Art. 10. General meetings of shareholders and shareholders' circular resolutions.

10.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 11. Sole shareholder.

11.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Laws to the General Meeting.

11.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.

12.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

12.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

12.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year or within the applicable legal time period at the latest.

Art. 13. Audit.

13.1. When so required by law, the Company's operations will be audited in accordance with applicable legal requirements.

Art. 14. Allocation of profits.

14.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

14.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the General Meeting must approve the distribution of interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(v) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution - Liquidation.

15.1. The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided by applicable

law. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

15.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the Shareholders in proportion to the Shares held by each of them.

VII. General provisions

Art. 16. Expenses for Formation.

16.1. The Company shall bear the expenses of the legal and economic formation (lawyer's fees, notary's fees, fees of registration and banking fees) up to the aggregate amount of EUR 2.500,00).

Art. 17. Miscellaneous.

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

For purposes of Luxembourg law, the first financial year of the Company begins on the date of this deed and ends on December 31st, 2014.

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint Mr. Yves BARTHELS, born on October 10, 1973 in Luxembourg residing professionally at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, as sole manager of the Company for an unlimited period.

Estimate of costs

The amount of the expenses in relation to the present deed is estimated to be approximately EUR 2,500 (two thousand five hundred euro).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version. At the appearing party's request, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Deutsche Uebersetzung des vorstehenden Textes

Im Jahr zweitausendundvierzehn, am fünften Tag des Monats März,

Ist vor Uns, Maître Martine Schaeffer, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

CCP III Downtown Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Sitz unter 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 181.995 und mit einem Stammkapital von EUR 12.600.--,

als einziger Gesellschafter (der einzige Gesellschafter) der CCP III Downtown GmbH, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland, mit Satzungssitz unter Feldbergstraße 27-29, Oberursel (Taunus), Bundesrepublik Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts von Bad Homburg v. d. Höhe unter der Nummer HRB 82679 (die Gesellschaft),

vertreten durch Gianpiero SADDI, Notarschreiber, mit Geschäftsanschrift in Luxemburg, kraft einer privatschriftlichen Vollmacht.

Die genannte Vollmacht, nach ne varietur Unterzeichnung durch den Stellvertreter der erschienenen Partei und den unterzeichnenden Notar, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt.

Die erschienene Parteien, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, Folgendes zu beurkunden:

I. dass einhundert Prozent (100%) des Stammkapitals der Gesellschaft bei dieser Versammlung vertreten sind und die Versammlung somit ordnungsgemäß konstituiert und befugt ist, über die nachstehend aufgeführten Tagesordnungspunkte zu beraten;

II. dass die Gesellschaft anhand eines am 3. März 2014 wirksam verabschiedeten Beschlusses des einzigen Geschäftsführers der Gesellschaft entschieden hat, den Sitz der Geschäftsführung und der Verwaltung (aber nicht den Sitzungssitz) der Gesellschaft mit Wirkung ab dem 5. März 2014 von der Bundesrepublik Deutschland in das Großherzogtum Luxemburg zu verlegen. Eine Ausfertigung jenes Beschlusses, nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei und den unterzeichnenden Notar, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt und ist zeitgleich bei den Registrierbehörden einzureichen;

III. dass eine am 4. März 2014 abgehaltene Gesellschafterversammlung der Gesellschaft unter anderem beschlossen hat, den Sitz der Geschäftsführung und der Verwaltung (aber nicht den Sitzungssitz) der Gesellschaft aus der Bundesrepublik Deutschland in das Großherzogtum Luxemburg zu verlegen. Eine Ausfertigung jenes Beschlusses, nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei und den unterzeichnenden Notar, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt und ist zeitgleich bei den Registrierbehörden einzureichen;

IV. dass aus der Bilanz der Gesellschaft hervorgeht, dass das Nettovermögen der Gesellschaft zum 3. März 2014 mindestens dem Wert des Stammkapitals der Gesellschaft entspricht. Eine Ausfertigung jener Bilanz, nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei und den unterzeichnenden Notar, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt und ist zeitgleich bei den Registrierbehörden einzureichen;

IV. dass weiterhin aus einer von der Gesellschaft ausgestellten Bescheinigung vom 3. März 2014 unter anderem hervorgeht, dass der Nettovermögenswert der Gesellschaft einhundertsiebentausend einhundertsiebenundfünfzig Euro und neunzehn Cent (€ 107.157,19) geschätzt wird und dass seit dem Bilanzstichtag und zum heutigen Tag keine wesentlichen Änderungen an den Geschäftstätigkeiten und Belangen der Gesellschaft eingetreten sind, die dazu führen würden, dass die Bilanz vom 3. März 2014 in wesentlicher Hinsicht unzutreffend geworden wäre und die Lage der Gesellschaft zum Datum der vorliegenden Urkunde nicht wahrheitsgetreu wiedergeben würde. Eine Ausfertigung jener Bescheinigung, nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei und den unterzeichnenden Notar, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt und ist zeitgleich bei den Registrierbehörden einzureichen.

V. dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

1. Verlegung des Sitzes der Geschäftsführung und der Verwaltung (aber nicht des Sitzungssitzes) der Gesellschaft aus der Bundesrepublik Deutschland in das Großherzogtum Luxemburg mit sofortiger Wirkung, ohne Auswirkungen auf die Rechtspersönlichkeit der Gesellschaft;

2. Einrichtung des Sitzes der Geschäftsführung und der Verwaltung (aber nicht des Sitzungssitzes) der Gesellschaft unter 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg;

3. Genehmigung der Eröffnungsbilanz der Gesellschaft als luxemburgische Gesellschaft, Bestätigung bezüglich des Nettovermögens der Gesellschaft und des Stammkapitals der Gesellschaft und Bestätigung, dass sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft einschränkungslos und in vollem Umfang im Eigentum der Gesellschaft verbleiben und die Gesellschaft weiterhin ihre Vermögenswerte innehaben und an sämtliche ihrer Verbindlichkeiten und Verpflichtungen gebunden sein wird;

4. Bestätigung, dass die Gesellschaft in der Bundesrepublik Deutschland domiziliert bleibt und somit weiterhin eine Gesellschaft nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland sein wird und den Sitz ihrer Geschäftsführung und ihrer Verwaltung im Großherzogtum Luxemburg unterhalten wird und für die Zwecke des Artikels 159 des luxemburgischen Gesetzes über Gesellschaften vom 10. August 1915 in seiner letzten Fassung die luxemburgische Staatsangehörigkeit erhalten hat;

5. Genehmigung, dass die Gesellschaft in Luxemburg in Form einer société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) unter der Firma „CCP III Downtown GmbH“ tätig wird.

6. Änderung der Satzung der Gesellschaft, damit diese den im Großherzogtum Luxemburg und in der Bundesrepublik Deutschland geltenden gesellschaftsrechtlichen Vorschriften erfüllt;

7. Bestellung von Herrn Yves Barthels zum einzigen Geschäftsführer der Gesellschaft für einen unbefristeten Zeitraum.

Erster Beschluss

Der einzige Gesellschafter beschließt, den Sitz der Geschäftsführung und der Verwaltung (aber nicht den Sitzungssitz) der Gesellschaft aus der Bundesrepublik Deutschland in das Großherzogtum Luxemburg mit sofortiger Wirkung gemäß dieser notariellen Urkunde, ohne Auswirkungen auf die Rechtspersönlichkeit der Gesellschaft, zu verlegen.

Zweiter Beschluss

Der einzige Gesellschafter beschließt, den Sitz der Geschäftsführung und der Verwaltung (aber nicht den Sitzungssitz) der Gesellschaft unter 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, einzurichten.

Dritter Beschluss

Der einzige Gesellschafter beschließt, die Eröffnungsbilanz der Gesellschaft als luxemburgischer Gesellschaft zu genehmigen.

Der einzige Gesellschafter beschließt zu bestätigen, dass, gemäß vorgenannter Bilanz, sich das Nettovermögen der Gesellschaft auf einhundertsiebentausend einhundertsiebenundfünfzig Euro und neunzehn Cent (€ 107.157,19) und das Stammkapital der Gesellschaft sich auf fünfundzwanzigtausend Euro (€ 25.000,-), aufgeteilt in fünfundzwanzigtausend (25.000) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils einem Euro (€ 1,-), beläuft, die vollständig vom einzigen Gesellschafter gehalten werden.

Der einzige Gesellschafter beschließt zu bestätigen, dass sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft einschränkungslos in vollem Umfang im Eigentum der Gesellschaft bleiben und die Gesellschaft auch in Zukunft sämtliche ihrer Vermögenswerte innehaben und an ihre Verbindlichkeiten und Verpflichtungen gebunden sein wird.

Vierter Beschluss

Der einzige Gesellschafter bestätigt, dass (i) obwohl die Gesellschaft in der Bundesrepublik Deutschland domiziliert bleibt und somit eine nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland gültig gegründete Gesellschaft bleibt,

die Gesellschaft nunmehr den Sitz ihrer Geschäftsführung und ihrer Verwaltung im Großherzogtum Luxemburg hat und

(ii) gemäß Artikel 159 des luxemburgischen Gesetzes über Gesellschaften vom 10. August 1915, in seiner letzten Fassung, die Gesellschaft die luxemburgische Staatsangehörigkeit erhalten hat und dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegt.

Fünfter Beschluss

Der einzige Gesellschafter beschließt zu genehmigen, dass die Gesellschaft in Luxemburg als société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) unter der Firma "CCP III Downtown GmbH" tätig wird.

Sechster Beschluss

Der einzige Gesellschafter beschließt, die Satzung der Gesellschaft zu ändern, damit diese den im Großherzogtum Luxemburg und in der Bundesrepublik Deutschland geltenden gesellschaftsrechtlichen Vorschriften erfüllt. Die Satzung der Gesellschaft hat nunmehr folgenden Wortlaut:

I. Firma - Sitz - Unternehmensgegenstand - Dauer

Art. 1. Firma.

1.1. Die Firma der Gesellschaft lautet „CCP III Downtown GmbH“ (die Gesellschaft).

1.2. Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die der vorliegenden Satzung (die Satzung) und den anwendbaren Gesetzen (die Gesetze) unterliegt.

Art. 2. Sitz der Gesellschaft.

2.1. Die Gesellschaft hat ihren Sitzungssitz in Oberursel (Taunus), Bundesrepublik Deutschland. Der Sitz der Geschäftsführung und der Verwaltung der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Geschäftsführung und der Verwaltung der Gesellschaft können durch Beschluss der Geschäftsführung innerhalb jener Stadt verlegt werden. Der Sitz der Geschäftsführung und der Verwaltung der Gesellschaft können durch Gesellschafterbeschluss gemäß den Bestimmungen dieser Satzung betreffend Satzungsänderungen an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2. Niederlassungen, Tochterunternehmen oder sonstige Standorte der Gesellschaft können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss der Geschäftsführung eingerichtet werden.

Art. 3. Unternehmensgegenstand.

3.1. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen an Gesellschaften oder Unternehmen jeglicher Form sowie Immobilien in Luxemburg oder im Ausland sowie deren Verwaltung. Die Gesellschaft kann insbesondere Aktien, Geschäftsanteile und andere Beteiligungen, Verbindlichkeiten, Schuldverschreibungen, Einlagenzertifikate und andere Schuldtitel sowie grundsätzlich alle Wertpapiere und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Körperschaften ausgegeben werden, durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder sonstige Transaktionen erwerben. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Kontrolle jeglicher Gesellschaften oder Unternehmen beteiligen. Sie kann außerdem weitere Investitionen im Hinblick auf den Erwerb und die Verwaltung eines Patentportfolios oder anderen gewerblichen Schutzrechten jeglicher Art oder Herkunft tätigen. Die Gesellschaft kann Investitionen in Immobilien vornehmen, ungeachtet der Erwerbsmodalitäten, einschließlich aber nicht beschränkt auf Erwerbungen durch Kauf oder Zwangsvollstreckung.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebots. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendenzertifikate ausgeben. Sie kann Finanzmittel, einschließlich aber nicht beschränkt auf die vorgenannten Finanzverbindlichkeiten, an ihre Tochterunternehmen, verbundene Unternehmen und an andere Gesellschaften ausleihen. Die Gesellschaft kann

darüber hinaus für eigene Zwecke oder zugunsten von anderen Gesellschaften oder Personen zur Absicherung ihrer eigenen Verpflichtungen oder Verpflichtungen anderer Gesellschaften Garantien gewähren und einige oder alle ihre Vermögenswerte verpfänden, übertragen, belasten oder ihre Vermögenswerte anderweitig als Sicherheiten verwenden. Klarstellend wird festgehalten, dass die Gesellschaft ohne vorherige Erteilung einer erforderlichen Genehmigung bestimmten, der Regulierung unterliegenden, Tätigkeiten im Finanzsektor nicht nachgehen darf.

3.3. Die Gesellschaft ist befugt sich jeglicher Verfahren und Mittel zu bedienen, um ihre Investitionen effizient zu verwalten und um sich gegen Kredit-, Wechselkurs-, Zins- und andere Risiken abzusichern.

3.4. Die Gesellschaft ist zur Durchführung jeglicher gewerblichen, finanziellen oder industriellen Vorgänge und jedweder Rechtsgeschäfte in Bezug auf Immobilien oder bewegliche Vermögensgegenstände befugt, die sich unmittelbar oder mittelbar auf ihren Unternehmensgegenstand beziehen oder ihm dienlich sind.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit geschlossen.

4.2. Tod, Verlust von Grundrechten, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs eines Gesellschafters oder mehrerer Gesellschafter oder vergleichbare Vorfälle, die einen oder mehrere Gesellschafter betreffen, führen nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

II. Stammkapital - Geschäftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt fünfundzwanzigtausend Euro (€ 25.000,-), und ist aufgeteilt in fünfundzwanzigtausend (25.000) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils einem Euro (€ 1,-), die vollständig gezeichnet und eingezahlt worden sind (die Geschäftsanteile).

5.2. Jeder Inhaber eines Geschäftsanteils wird nachfolgend als ein Gesellschafter und alle Inhaber von Geschäftsanteilen werden nachfolgend zusammen als die Gesellschafter bezeichnet.

5.3. Das Stammkapital kann einmal oder mehrfach durch Gesellschafterbeschluss der gemäß den Bestimmungen dieser Satzung betreffend Satzungsänderungen erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 6. Geschäftsanteile.

6.1. Jeder Geschäftsanteil gewährt eine Stimme bei Gesellschafterversammlungen. Die Inhaberschaft eines Geschäftsanteils impliziert die Annahme dieser Satzung und die Beschlüsse des einzigen Gesellschafters oder der Gesellschafterversammlung.

6.2. Geschäftsanteile sind unteilbar.

6.3. Mitberechtigte von Geschäftsanteilen müssen sich gegenüber der Gesellschaft von einem gemeinsamen Vertreter, der aus ihrem Kreis oder anderweitig zu bestellen ist, vertreten lassen.

6.4. Soweit die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, steht es diesem frei, seine Geschäftsanteile zu übertragen. Hat die Gesellschaft mehrere Gesellschafter, steht es den Gesellschaftern frei, ihre Geschäftsanteile untereinander zu übertragen. Eine Übertragung von Geschäftsanteilen auf Nicht-Gesellschafter bedarf der Zustimmung der Gesellschafterversammlung, welche mit einer Dreiviertelmehrheit erteilt wird.

6.5. Die Übertragung von Geschäftsanteilen hat in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Vorschriften zu erfolgen. Eine Übertragung ist für die Gesellschaft und für Dritte nicht bindend, sofern die Gesellschaft nicht ihre Zustimmung erteilt hat.

III. Geschäftsführung - Vertretung

Art. 7. Bestellung und Absetzung von Geschäftsführern.

7.1. Die Gesellschaft hat einen oder mehreren Geschäftsführer, der/die durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher auch ihre Amtszeit festlegt, bestellt wird/werden. Geschäftsführer müssen nicht notwendigerweise Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer sowie jegliche zusätzlichen oder Ersatzgeschäftsführer der Gesellschaft, können, mit oder ohne Angaben von Gründen, aufgrund eines Gesellschafterbeschlusses jederzeit abberufen werden.

Art. 8. Geschäftsführung.

8.1. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt worden, bilden diese zusammen die Geschäftsführung (die Geschäftsführung), welcher sich aus einem Geschäftsführer der Kategorie A (der A-Geschäftsführer) und zwei oder mehr Geschäftsführern der Kategorie B (die B-Geschäftsführer) zusammensetzt. Der A-Geschäftsführer und die B-Geschäftsführer werden in diesem Vertrag zusammen als Geschäftsführer bezeichnet.

8.2. Befugnisse der Geschäftsführung

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch die Gesetze oder durch diese Satzung dem/den Gesellschafter/n vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich der Geschäftsführung, die in vollem Umfang zur Durchführung und Genehmigung aller Handlungen und Vorgänge bevollmächtigt ist, die mit dem Unternehmensgegenstand vereinbar sind.

(ii) Soweit gesetzlich zulässig, kann die Geschäftsführung bestimmte Angelegenheiten aufgrund spezieller bzw. beschränkter Vollmachten an einen oder mehrere Bevollmächtigte delegieren.

8.3. Verfahren

(i) Die Geschäftsführung trifft sich auf Verlangen eines beliebigen Geschäftsführers an einem in der Einberufungsbekanntmachung genannten Ort, der sich in der Regel in Luxemburg befindet.

(ii) Die schriftliche Einberufungsbekanntmachung einer jeden Versammlung der Geschäftsführung ist jedem Geschäftsführer gegenüber spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung bekanntzugeben mit Ausnahme von dringenden Fällen, deren Art und Umstände in der Einberufungsbekanntmachung anzugeben sind.

(iii) Eine Einberufungsbekanntmachung ist nicht erforderlich, wenn sämtliche Mitglieder der Geschäftsführung bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, die Tagesordnung der Versammlung vollständig zu kennen. Ein Geschäftsführer kann auch vor oder nach einer Sitzung auf die Einberufungsbekanntmachung verzichten. Gesonderte schriftliche Einberufungsbekanntmachungen sind nicht erforderlich für Versammlungen, welche örtlich und zeitlich in einem von der Geschäftsführung zuvor beschlossenen Terminplan angekündigt wurden.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei der Versammlung der Geschäftsführung von diesem vertreten zu lassen.

(v) Die Geschäftsführung ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder und mindestens ein (1) A-Geschäftsführer sowie ein (1) B-Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind. Die Beschlüsse der Geschäftsführung sind wirksam, wenn sie von der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer und von mindestens einem (1) anwesenden oder vertretenen A-Geschäftsführer sowie mindestens einem (1) anwesenden oder vertretenen B-Geschäftsführer gefasst werden. Die Beschlüsse der Geschäftsführung werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche vom Vorsitzenden der Versammlung oder, wenn kein Vorsitzender bestimmt wurde, von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet werden.

(vi) Ein oder mehrere Geschäftsführer können durch eine Telefon- oder Videokonferenz oder mittels anderer vergleichbarer Kommunikationsmittel, die es ermöglichen, dass mehrere teilnehmende Person gleichzeitig miteinander kommunizieren können, an einer Sitzung teilnehmen vorausgesetzt, dass die Sitzung von Luxemburg aus geleitet wird und die Mehrheit der Geschäftsführer persönlich in Luxemburg anwesend ist. Eine derartige Teilnahme entspricht einer persönlichen Anwesenheit bei einer Sitzung.

(vii) Von allen Geschäftsführern im Umlaufverfahren gefasste Beschlüsse (die Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführung) sind genauso gültig und verbindlich wie die bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung der Geschäftsführung gefassten Beschlüsse; diese sind auf den Tag der letzten Unterzeichnung zu datieren.

8.4. Vertretung

(i) Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, so vertritt dieser die Gesellschaft allein. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft durch alle Geschäftsführer gemeinsam vertreten.

(ii) Die Gesellschaft kann darüber hinaus gegenüber Dritten durch Bevollmächtigte vertreten werden, sofern diesen Spezialvollmachten erteilt wurden.

(iii) Unbeschadet der vorstehenden Bestimmungen können die Gesellschafter durch Gesellschafterbeschlüsse abweichende Vertretungsregelungen vorsehen, insbesondere kann allen oder einzelnen Geschäftsführern Alleinvertretungsbefugnis erteilt werden und/oder diese können von den Beschränkungen des § 181 des Bürgerlichen Gesetzbuchs (BGB) befreit werden. Ferner kann die Gesellschafterversammlung Gesamtvertretung jeweils durch einen Teil der Geschäftsführung unter Bildung namentlich bestimmter Vertretungspaare anordnen.

Art. 9. Einziger Geschäftsführer.

9.1. Sofern die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, sind sämtliche in der Satzung enthaltenen Bezugnahmen auf die Geschäftsführung als Bezugnahmen auf den einzigen Geschäftsführer zu verstehen.

IV. Gesellschafter

Art. 10. Gesellschafterversammlungen und Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter.

10.1. Befugnisse und Stimmrechte

(i) Gesellschafterbeschlüsse werden in Gesellschafterversammlungen (die Gesellschafterversammlung) oder im Umlaufverfahren (die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter) gefasst.

(ii) Soweit Gesellschafterbeschlüsse im Umlaufverfahren gefasst werden sollen, ist der Wortlaut der Beschlüsse gemäß den Bestimmungen dieser Satzung an sämtliche Gesellschafter zu senden. Von allen Gesellschaftern im Umlaufverfahren gefasste Beschlüsse sind genauso gültig und verbindlich wie die in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Gesellschafterversammlungen gefasste Beschlüsse; diese sind auf den Tag der letzten Unterzeichnung zu datieren.

(iii) Jeder Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

10.2. Einberufungsbekanntmachungen, Beschlussfähigkeit, Mehrheitserfordernisse und Abstimmungsverfahren

(i) Die Gesellschafter werden auf Initiative eines beliebigen Geschäftsführers der Gesellschaft oder von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals vertreten, zu Gesellschafterversammlungen eingeladen oder schriftlich benachrichtigt.

(ii) Schriftliche Einberufungsbekanntmachungen einer jeden Gesellschafterversammlung sind den Gesellschaftern gegenüber mindestens acht (8) Tage vor dem anberaumten Versammlungsdatum bekanntzugeben mit Ausnahme von dringenden Fällen, deren Art und Umstände in der Einberufungsbekanntmachung anzugeben.

(iii) Die Gesellschafterversammlungen finden zu den Zeiten und an den Orten statt, die in der Einberufungsbekanntmachung angegeben sind.

(iv) Eine Gesellschafterversammlung kann ohne vorherige Zusendung einer Einberufungsbekanntmachungen abgehalten werden, sofern sämtliche Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, die Gesellschafterversammlung sich als ordnungsgemäß einberufen betrachtet und die Gesellschafter über die Tagesordnung informiert sind.

(v) Ein Gesellschafter kann sich aufgrund einer schriftlichen Vollmacht durch eine andere Person, bei welcher es sich ebenfalls um einen Gesellschafter handeln kann, in Gesellschafterversammlungen vertreten lassen.

(vi) Die Gesellschafter sind in Gesellschafterversammlungen oder bei im Umlaufverfahren zu fassenden Beschlüsse beschlussfähig, wenn mehr als die Hälfte des Stammkapitals anwesend oder vertreten ist. Wird diese Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung oder im ersten schriftlichen Verfahren nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen oder zu einem zweiten schriftlichen Verfahren aufgefordert; die Gesellschafter sind in einer zweiten Abstimmung ohne Rücksicht auf die Höhe des vertretenen Stammkapitals beschlussfähig.

(vii) Die Satzung kann mit Zustimmung der (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Stammkapitals vertreten, geändert werden.

(viii) Jede Änderung der Staatszugehörigkeit der Gesellschaft sowie Ausweitung der Verpflichtungen der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft bedürfen eines einstimmigen Beschlusses der Gesellschafter.

Art. 11. Einziger Gesellschafter.

11.1. Sofern sich die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft auf einen (1) Gesellschafter reduziert, übt dieser sämtliche Befugnisse aus, welche der Gesellschafterversammlung durch die Gesetze verliehen sind.

11.2. Jegliche Bezugnahme auf die Gesellschafter und die Gesellschafterversammlung oder auf Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter ist als Bezugnahme auf den einzigen Gesellschafter oder die Beschlüsse des einzigen Gesellschafters zu verstehen.

11.3. Die Beschlüsse des einzigen Gesellschafters werden in einem Protokoll aufgenommen oder schriftlich festgehalten.

V. Jahresabschluss - Gewinnausschüttung - Aufsicht

Art. 12. Geschäftsjahr und Feststellung des Jahresabschlusses.

12.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Kalenderjahres.

12.2. Die Geschäftsführung hat jährlich den Jahresabschluss sowie die Gewinn- und Verlustrechnung nebst einem Bestandsverzeichnis, in welchem die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft ausgewiesen sind, aufzustellen zusammen mit einer Anlage, welche die Verpflichtungen und Schulden der Geschäftsführer sowie der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft umfasst.

12.3. Jeder Gesellschafter hat das Recht, das Bestandsverzeichnis und den Jahresabschluss am Sitzungssitz der Gesellschaft einzusehen.

12.4. Der Jahresabschluss sowie die Gewinn- und Verlustrechnung werden in der jährlichen Gesellschafterversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach Ablauf des Geschäftsjahres oder spätestens bis zum Ablauf der geltenden gesetzlichen Frist festgestellt.

Art. 13. Wirtschaftsprüfung.

13.1. Sofern gesetzlich vorgeschrieben, sind die Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft nach Maßgabe der gesetzlichen Vorschriften zu prüfen.

Art. 14. Gewinnausschüttung.

14.1. Fünf Prozent (5%) des Jahresüberschusses der Gesellschaft sind der gesetzlichen Rücklage zuzuweisen. Diese Anforderung entfällt, sobald die gesetzliche Rücklage einen Betrag in Höhe von zehn Prozent (10%) des Stammkapitals erreicht hat.

14.2. Die Gesellschafter bestimmen die Verteilung des verbleibenden Jahresüberschusses. Sie können die Ausschüttung einer Dividende, die die Zuführung auf ein Rücklagenkonto, oder einen Gewinnvortrag gemäß den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

14.3. Zwischendividenden können jederzeit vorbehaltlich folgender Voraussetzungen ausgeschüttet werden:

(i) die Geschäftsführung erstellt einen Zwischenabschluss;

(ii) der Zwischenabschluss zeigt, dass hinreichende Gewinne und sonstige Rücklagen (einschließlich Agios) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird insofern vorausgesetzt, dass der auszuschüttende Betrag nicht den Betrag des etwaigen Jahresüberschusses überschreitet, der seit dem Ablauf des letzten Geschäftsjahres, für das der Jahresabschluss

festgestellt wurde, erwirtschaftet worden ist, erhöht um den vorgetragenen Gewinn und die ausschüttungsfähigen Rücklagen und reduziert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuweisenden Beträge;

(iii) die Geschäftsführung muss die Entscheidung über die Ausschüttung von Zwischendividenden innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Datum des Zwischenabschlusses treffen;

(iv) die Gesellschafterversammlung muss die Ausschüttung von Zwischendividenden innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Datum des Zwischenabschlusses genehmigen;

(v) die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft werden unter Berücksichtigung der Vermögenswerte der Gesellschaft nicht gefährdet.

Soweit ausgeschüttete Zwischendividenden den am Ende des Geschäftsjahres festgestellten ausschüttungsfähigen Jahresüberschuss überschreiten, sind die Gesellschafter zur Erstattung der zu viel erhaltenen Gelder an die Gesellschaft verpflichtet.

VI. Auflösung - Liquidation

Art. 15. Auflösung - Liquidation.

15.1. Die Gesellschaft kann durch Beschluss des einzigen Gesellschafters oder Beschluss der Gesellschafterversammlung, die dabei die für Änderungen der Satzung erforderliche Beschlussfähigkeit und Mehrheit aufweisen muss, aufgelöst werden, soweit nicht anderweitig gesetzlich vorgeschrieben. Zur Durchführung der Liquidation bestellen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, die nicht notwendigerweise Gesellschafter sein müssen, und beschließen deren Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Soweit die Gesellschafter keine anderweitige Entscheidung treffen, steht den Liquidatoren vollumfängliche Vertretungsmacht zur Realisierung der Vermögenswerte der Gesellschaft und Begleichung ihrer Schulden zu.

15.2. Der nach einer Realisierung der Vermögenswerte und Begleichung der Verbindlichkeiten verbleibende Betrag wird im Verhältnis der von den einzelnen Gesellschaftern gehaltenen Geschäftsanteile an die Gesellschafter ausgeschüttet.

VII. Allgemeine Bestimmungen

Art. 16. Gründungskosten.

16.1. Die Gesellschaft trägt den ihr sowohl bei der rechtlichen Gründung, als auch bei der sogenannten „wirtschaftlichen Neugründung“ entstehenden Gründungsaufwand (Rechtsanwalts-, Notar- und Gerichtskosten und Bankgebühren) bis zu insgesamt € 2.500,00.

Art. 17. Verschiedenes.

17.1. Bekanntmachungen und Mitteilungen haben, sofern auf ihre Erteilung nicht verzichtet wurde, sowie der Nachweis von Umlaufbeschlüssen der Geschäftsführung und der Gesellschafter, haben schriftlich, per Fax, Email oder anhand anderer Mittel der elektronischen Kommunikation zu erfolgen.

17.2. Vollmachten sind gemäß der vorstehenden Bestimmung zu erteilen. Vollmachten betreffend Sitzungen der Geschäftsführung können von einem Geschäftsführer auch gemäß den von Geschäftsführung beschlossenen Bedingungen erteilt werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich oder in elektronischer Form vorgenommen werden, vorausgesetzt, sie erfüllen sämtliche rechtlichen Anforderungen, um als handschriftlichen Unterzeichnungen gleichwertige Unterschriften anerkannt zu werden. Unterzeichnungen der Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführung, der der Geschäftsführung per Telefon- oder Videokonferenz verabschiedeten Beschlüsse oder Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter sind in einem Original oder auf mehreren Ausfertigungen desselben Dokuments anzubringen, wobei alle Ausfertigungen zusammen als dasselbe Dokument gelten.

17.4. Sämtliche Angelegenheiten, die in dieser Satzung nicht ausdrücklich geregelt worden sind, unterliegen den geltenden gesetzlichen Bestimmungen und - vorbehaltlich unverzichtbarer rechtlicher Bestimmungen - den zwischen den Gesellschaftern jeweils getroffenen Vereinbarungen

Übergangsregelung

Für die Zwecke des luxemburgischen Rechts beginnt das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft am Datum dieser Urkunde und endet am 31. Dezember 2014.

Siebter Beschluss

Der einzige Gesellschafter beschließt die Annahme der Bestellung von Herrn Yves BARTHELS, geboren am 10. Oktober 1973 in Luxemburg, mit Geschäftsanschrift unter 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, zum einzigen Geschäftsführer der Gesellschaft für einen unbefristeten Zeitraum:

Kosten

Der Betrag der in Zusammenhang mit dieser Urkunde entstandenen Kosten wird auf circa EUR 2500 (zweitausendfünfhundert Euro) geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei in der englischen Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung verfasst worden ist. Auf Anfrage der erschienenen Partei wird hiermit festgehalten, dass im Falle von Unvereinbarkeiten zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Die vorliegende notarielle Urkunde ist in Luxemburg am vorgenannten Datum aufgenommen worden.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei laut verlesen wurde, hat besagter Bevollmächtigter zusammen mit mir, Notar, die vorliegende notarielle Urkunde unterzeichnet.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 mars 2014. Relation: LAC/2014/11590. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 25 mars 2014.

Référence de publication: 2014043224/672.

(140049712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

L.E.F.F. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 178.507.

Nous certifions par la présente qu'une cession de 200 (deux cents) parts sociales, représentant 100% du capital de notre société, a été effectuée avec effet au 10 mars 2014:

- de la société PRIVATE TRUSTEES SA, société anonyme luxembourgeoise avec siège au 92 rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, agissant en qualité de Trustee du THE L.E.F.F. TRUST,

- en faveur de la société PRIVATE TRUSTEES SA, société anonyme luxembourgeoise avec siège au 92 rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, agissant en qualité de Trustee du THE DUDINKA TRUST.

Fait à Luxembourg, le 26 mars 2014.

Paolo PANICO

Gérant

Référence de publication: 2014044028/16.

(140050339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2014.

Cyan Oak Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 171.392.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 11 mars 2014

Première Résolution:

- L'Assemblée Générale décide d'acter les démissions aux postes d'administrateurs A, de Monsieur Yannick MALLE-GOL et de Monsieur Thomas VERGNAUD avec effet immédiat.

- L'Assemblée Générale décide d'acter la démission au poste d'administrateur B, de Monsieur Pierre LENTZ avec effet immédiat.

Deuxième Résolution:

- L'assemblée décide de diminuer le nombre d'administrateurs à trois (3) au lieu de cinq (5) à compter de la présente assemblée.

Troisième Résolution:

- L'Assemblée Générale décide de nommer au poste d'administrateur A, Monsieur Cyril GIBERT, né à Paris le 17/02/1974, demeurant à Londres SW7 3PY, Flat 15, 35 Onslow Gardens. Le mandat du nouvel administrateur ainsi nommé prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2017.

Quatrième Résolution:

- L'Assemblée générale décide de transférer le siège social de la société du 15, avenue Emile Reuter L-2420 Luxembourg vers le 11, avenue Emile Reuter L-2420 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CYAN OAK HOLDING S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014043233/26.

(140049508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

SKMCom Three S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 51, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 105.600.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043608/9.

(140049788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Sogetoil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 24, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 153.830.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043615/9.

(140049654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

IVG Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 150.381.

Le règlement de gestion de IVG HAEK Lux FCP-SIF, Fonds Commun de Placement modifié au 27 février 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IVG Luxembourg S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014043665/12.

(140049449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Surali S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 171.070.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043625/9.

(140050030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.

Tecdes Lux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 92.566.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014043631/9.

(140049318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2014.
